C.R.A.C. N° 145 (2012-2013)

5e session de la 9e législature

PARLEMENT WALLON

SESSION 2012-2013

COMPT E RENDU

AVANCÉ

Séance publique de commission*

Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances

Mardi 11 juin 2013

*Application de l'art. 152 du règlement

Le compte rendu avancé ne peut être cité que s'il est précisé qu'il s'agit d'une version qui n'engage ni le Parlement wallon ni les orateurs

SOMMAIRE

<i>Ouverture de la séance</i>	1
<i>Organisation des travaux</i>	1
<i>Examen de l'arriéré</i>	
(Orateurs: M. le Président, Mme Bertouille, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances).....	1
<i>Interpellations et questions orales</i>	2
<i>Interpellations et questions orales retirées, reportées ou transformées en questions écrites</i>	2
<i>Question orale de M. Collignon à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la lutte contre la discrimination dans les sociétés de logements »</i>	
Orateurs: M. le Président, M. Collignon, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances.....	2
<i>Question orale de Mme Trotta à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la création d'un label régional « Egalité sur le lieu de travail » »</i>	
Orateurs: M. le Président, Mme Trotta, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances.....	3
<i>Question orale de M. Bayet à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'intégration des personnes d'origine étrangère »</i>	
Orateurs: M. le Président, M. Bayet, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances.....	5
<i>Question orale de M. Daele à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'avis de la Fédération Francophone des Sourds de Belgique (FFSB) sur le projet d'arrêté relatif à l'interprétation en langue des signes »</i>	
Orateurs: M. le Président, M. Daele, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances.....	7
<i>Question orale de M. Dodrimont à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « les parcs d'activités physiques adaptés aux seniors »</i>	
Orateurs: M. le Président, M. Dodrimont, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances.....	9

Question orale de M. Dodrimont à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « les personnes à mobilité réduite »

Orateurs: M. le Président, M. Dodrimont, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 10

Question orale de Mme Reuter à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le Château Roseraie, structure accueillant des personnes handicapées mentales adultes »

Orateurs: M. le Président, Mme Reuter, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 12

Question orale de Mme Barzin à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la diversification de l'activité des ETA (entreprises de travail adapté) »

Orateurs: M. le Président, Mme Barzin, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 13

Question orale de Mme Gahouchi à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le suivi de l'étude « santé » relative à Charleroi Est »

Orateurs: M. le Président, Mme Gahouchi, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 15

Question orale de Mme Zrihen à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la présence accrue de la bactérie légionella dans les établissements de soins »

Orateurs: M. le Président, Mme Zrihen, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 16

Question orale de M. Dodrimont à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'avenir des projets PSSP (Plans stratégiques de sécurité et de prévention) »

Orateurs: M. le Président, M. Dodrimont, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 18

Question orale de M. Dodrimont à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'ASBL « Article 27 » »

Orateurs: M. le Président, M. Dodrimont, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 19

Question orale de Mme Trotta à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le surendettement »

Orateurs: M. le Président, Mme Trotta, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 20

Question orale de Mme Sonnet à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la création d'un numéro vert pour les seniors »

Orateurs: M. le Président, Mme Sonnet, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 21

Question orale de M. Onkelinx à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la situation du Village Reine Fabiola »

Orateurs: M. le Président, M. Onkelinx, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 22

Question orale de M. Tanzilli à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le déséquilibre budgétaire entre les maisons de repos en Wallonie et en Flandre »

Orateurs: M. le Président, M. Tanzilli, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 23

Question orale de Mme Meerhaeghe à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'accueil des gens du voyage »

Orateurs: M. le Président, Mme Meerhaeghe, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 25

Question orale de M. Tiberghien à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'aide au droit de visite »

Orateurs: M. le Président, M. Tiberghien, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 26

Question orale de M. Tiberghien à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'avenir de l'ASBL « Ensemble pour une vie autonome » »

Orateurs: M. le Président, M. Tiberghien, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 27

Question orale de Mme Pécriaux à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la préservation des petites maisons de repos »

Orateurs: M. le Président, Mme Pécriaux, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 29

Question orale de M. Tanzilli à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le financement des services d'accompagnement par l'AWIPH »

Orateurs: M. le Président, M. Tanzilli, Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances..... 31

Liste des intervenants..... 33

Abréviations courantes..... 34

Présidence de M. Onkelinx, Président

OUVERTURE DE LA SÉANCE

La séance est ouverte à 14 heures 13 minutes.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Examen de l'arriéré

M. le Président. - Concernant l'organisation des travaux. Y a-t-il une demande quelconque ?

La parole est à Mme Bertouille.

Mme Bertouille (MR). - Une petite demande. Dans le cadre de l'examen de la proposition de résolution de notre excellent collègue, M. Daele, visant une meilleure prise en compte de la vie affective et sexuelle des personnes handicapées en Région wallonne, il me revient qu'au cours des auditions, il a été fait référence à un rapport qui a été terminé vers le 15 avril 2013 par la Commission wallonne des Personnes Handicapées.

Donc, officiellement, nous souhaiterions pouvoir, en tant que membres de la commission, avoir accès à ce rapport puisque tout un travail a été fait.

M. le Président. - Je prends note de votre demande, mais je n'ai pas eu d'écho en ce sens. Est-ce que le rapport a été déposé ?

Mme Bertouille (MR). - Dans le cadre des auditions, il a été fait référence à ce rapport.

M. le Président. - Oui, sûrement.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Monsieur le Président, lors des auditions, ce travail que j'ai confié à la Commission wallonne des Personnes Handicapées a été évoqué. La commission d'avis a effectivement établi un rapport et ce rapport va m'être transmis, mais je ne l'ai pas encore. Dès qu'il l'aura été, nous pourrions aborder la question. Je pense qu'il sera intéressant d'avoir ce rapport à disposition pour pouvoir évoquer cette thématique-là.

Mme Bertouille (MR). - Effectivement, je trouve que pour faire un travail de qualité, il faut que ce rapport soit joint à la proposition de M. Daele, mais il importe que, en tant que parlementaire, nous puissions l'avoir avant que nous fassions le travail en commission, parce

que sinon, si on l'a le jour-même, cela n'a pas beaucoup de sens.

M. le Président. - Il n'y a pas de souci, je prends note de la demande.

Mme Bertouille (MR). - Cette demande a pour but de permettre un travail constructif, pour avancer en la matière.

En dehors de cela, Monsieur le Président, on pourrait peut-être faire un petit toilettage au niveau de l'arriéré, car il y a toute une série d'avis dont on peut prendre acte, de même que du désir de celles et ceux qui veulent interroger la Ministre à ce sujet, cette possibilité est toujours laissée.

Il y a également, dans les divers, un avenant n°2 au contrat de gestion 2007-2012 de l'AWIPH. Or, on est déjà au contrat de gestion suivant, l'avenant n°2 n'a donc plus beaucoup de sens.

Dans les rapports d'activité, il y a le contrat de gestion de 2012-2017 de l'AWIPH, je pense que cela a déjà été examiné.

M. le Président. - On avait déjà commencé ce travail de nettoyage. La dernière fois, on a déjà clôturé un certain nombre de choses, mais c'est une excellente proposition que vous faites.

Mme Bertouille (MR). - C'est le nettoyage de printemps. Ainsi, on va gagner des pages pour l'impression.

M. le Président. - C'est bon pour la nature, pour l'environnement.

J'acte donc le fait que, suivant la proposition de Mme Bertouille, nous retirons de notre arriéré :

- le contrat de gestion 2012-2017 de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH) ;
- les avis A.1027, A.1032, A.1034, A.1054, A.1057, A.1065, A.1078, A.1081, A.1082, A.1086 et A.1096 du CESW ;
- l'avenant n°2 au contrat de gestion 2007-2012 de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ;
- les comptes annuels 2010 du Centre régional de soins psychiatriques Les Marronniers ;
- les comptes annuels 2010 du Chêne aux Haies.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

Interpellations et questions orales retirées, reportées ou transformées en questions écrites

M. le Président. - Les interpellations et questions orales de :

- Mme Meerhaeghe, « sur la mise en route du Réseau Santé Wallon » ;
- Mme Péciaux, sur « le Réseau Santé Wallon » ;
- M. Mouyard, sur « la réalisation d'une aire d'accueil pour les gens du voyage à Sambreville » ;
- Mme Bertouille, sur « la situation de l'ASBL « Au détour du possible » » à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances sont retirées.

(M. Tiberghien, Vice-Président, prend place au fauteuil présidentiel)

QUESTION ORALE DE M. COLLIGNON À MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES, SUR « LA LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION DANS LES SOCIÉTÉS DE LOGEMENTS »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Collignon à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la lutte contre la discrimination dans les sociétés de logements ».

La parole est à M. Collignon pour poser sa question.

M. Collignon (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, effectivement, je souhaitais reposer une question sur cette problématique qui me paraît importante : la lutte contre les discriminations dans les locations de logements.

Il y a un peu plus d'un an, je vous avais déjà interrogé suite à un fait intervenu dans ma ville, à savoir le fait que des propriétaires ou des futurs bailleurs refusaient de louer des logements aux chômeurs et aux personnes qui ressortent du CPAS afin de connaître les moyens que notre région pouvait mettre en oeuvre pour lutter contre ces phénomènes.

À l'époque, vous m'aviez retracé le dispositif mis en place au sein de la région pour lutter de manière générale contre les discriminations, dispositif basé sur le décret visant à lutter contre différentes formes de discriminations et les protocoles d'accord signés avec le Centre pour l'égalité des chances et l'Institut pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

Bien que la matière relève partiellement - puisque le droit de bail est toujours fédéral - du pouvoir fédéral, vous nous aviez dit votre volonté de simplifier les démarches à effectuer par les victimes de discriminations afin de permettre un traitement plus rapide et identique de toute demande liée à une discrimination sans que le plaignant ne ressente les difficultés ou les lourdeurs liées à la répartition des compétences.

À cet égard, vous aviez développé, en collaboration avec le centre et l'institut, un accueil décentralisé au sein des Espaces Wallonie répartis sur le territoire wallon. Dans son rapport d'activités de 2012, le Centre pour l'égalité des chances souligne d'ailleurs cette initiative.

Dès lors, pourriez-vous nous informer sur les premiers résultats des accueils décentralisés au sein des Espaces Wallonie quant à la discrimination en matière de logements privés ?

Par ailleurs, au travers notamment de votre important travail de sensibilisation via des campagnes « Stop discrimination » ou de la « Charte de l'égalité des chances », comment ressentez-vous l'évolution de ces pratiques discriminatoires détestables sur le territoire de la Wallonie ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Dans son rapport de 2010, le Centre pour l'égalité des chances soulignait que le critère de fortune est le second critère sur la base duquel les candidats locataires subissent des discriminations.

Les citoyens victimes de telles discriminations peuvent s'adresser, on l'a déjà évoqué, aux 11 Espaces Wallonie où peuvent obtenir des informations sur les discriminations et même organiser des rendez-vous avec les permanents du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ou l'Institut pour l'égalité des femmes et hommes pour le traitement de leur dossier.

Le personnel des Espaces Wallonie a été formé pour être en mesure de fournir un accueil de première ligne en matière de lutte contre les discriminations, peu importe le niveau de pouvoir dont celle-ci pourrait relever.

La complexité institutionnelle ne doit pas être un obstacle au dépôt de plainte pour discrimination ou à l'obtention d'informations sur les droits garantis par les différents décrets et lois. Pour moi, il était essentiel de créer un vrai dispositif de proximité auquel le citoyen peut s'adresser pour obtenir toute l'information nécessaire, indépendamment du niveau de pouvoir concerné.

Les Espaces Wallonie ont transmis au total 35 signalements dont 22 ont donné lieu à l'ouverture de dossiers. Le rapport d'activités fait état des critères majoritaires de discrimination suivants : race, handicap, convictions religieuses ou philosophiques, orientation sexuelle. Seulement trois dossiers concernaient les biens et services, mais aucun ne traitait du logement en tant que tel. À noter que certaines plaintes ont aussi été directement adressées au Centre pour l'égalité des chances.

Sur l'ensemble des dossiers reçus par le centre, 38 dossiers sont ouverts sur des faits se déroulant en Wallonie. L'ensemble de ces données seront détaillées dans le rapport annuel du Centre pour l'égalité des chances.

Les possibilités d'ester en justice ne sont sans doute pas encore suffisamment connues. C'est pourquoi mon département finance différents outils de sensibilisation et mène des campagnes, dont « Stop discrimination » que vous connaissez.

Une campagne d'affichage sera aussi lancée - c'est prévu à partir du mois d'octobre prochain - afin de mieux faire connaître le dispositif décentralisé des Espaces Wallonie et donc inciter à solliciter des informations, à mieux connaître ses droits et les protections qui existent grâce au décret wallon relatif à la lutte contre les discriminations.

Je voudrais aussi vous parler d'un projet mené par le Centre pour l'égalité des chances en matière de discriminations en matière de logement.

En effet, le centre mène un travail d'analyse des phénomènes discriminatoires. Pour mieux les combattre, il convient d'en mesurer l'ampleur et la fréquence. Le centre a donc lancé un projet de « Baromètre de la diversité ». Le premier, paru en 2012, traitait de l'emploi ; le deuxième s'intéresse au logement et paraîtra en 2014. L'ambition du baromètre est de produire un travail réunissant toutes les garanties d'une recherche scientifique concernant la discrimination sur la base de plusieurs critères, choisis en fonction de l'analyse des signalements reçus par le centre, c'est-à-dire l'origine ethnique, la fortune, le handicap, l'orientation sexuelle, le genre et l'âge. Les recherches se déroulent durant toute l'année 2013, les résultats étant attendus pour début 2014.

J'espère que nous pourrions obtenir des résultats sur cette recherche par rapport aux discriminations dans le logement et en rediscuter ensemble.

M. le Président. - La parole est à M. Collignon.

M. Collignon (PS). - Je ne serai pas extrêmement long. Je voudrais tout d'abord remercier Mme la Ministre pour sa réponse.

Je comprends que vous ne puissiez lutter contre ce phénomène qu'avec les armes que vous avez, mais je crois que la discrimination, en cette matière, est bien plus large que les 35 cas répertoriés en Wallonie. Je pense malheureusement qu'elle est quotidienne. Je ne m'occupe plus de cette matière actuellement, mais ceux qui s'en occupent peuvent se rendre compte de la difficulté y liée, parce que, dès que l'on introduit, par exemple, une possibilité d'avoir un cautionnement à travers le CPAS, bien des propriétaires se ferment.

Si la matière est effectivement mixte, elle va être régionalisée, si je ne m'abuse - c'était dans le premier paquet des transferts de compétences. On aura donc d'autres leviers, mais je pense que ce qui est mis en place est un bon début. Je crois que l'on devrait s'appuyer beaucoup plus sur les pouvoirs locaux et leur donner plus de leviers.

J'entends bien, par exemple, que le débat sur la sécurité fait rage. On donne des moyens aux communes d'avoir des amendes administratives, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas relayer cette possibilité de mettre des amendes administratives pour les matières afférentes au logement. Ici, c'est de la discrimination, mais cela peut aussi être des problèmes de salubrité qui maintiennent les gens dans la précarité. Cela peut aussi se faire par les permis de location, ce qui toucherait les moins de 28 m². Une fois qu'un permis de location a été octroyé, on ne s'en occupe plus. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas introduire une disposition qui sanctionnerait le propriétaire lorsque de tels types de comportement sont relevés. Évidemment, tout cela est une question de moyens, mais je pense que c'est un problème qui touche bon nombre de nos concitoyens et qui favorise à les maintenir dans un état de précarité qui ne rend service à personne.

Voilà ce que je souhaitais vous dire en termes de répliques. Encore une fois, je vous remercie de soutenir cette préoccupation qui me paraît importante.

(M. Onkelinx, Président, reprend place au fauteuil présidentiel)

**QUESTION ORALE DE MME TROTTA À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LA CRÉATION D'UN LABEL
RÉGIONAL « ÉGALITÉ SUR LE LIEU DE
TRAVAIL » »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Trotta à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la création d'un label régional « Égalité sur le lieu de travail » ».

La parole est à Mme Trotta pour poser sa question.

Mme Trotta (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, malheureusement, les discriminations en matière d'emploi sont encore trop nombreuses et, à ce propos, le Centre pour l'égalité des chances faisait tout récemment le constat d'une augmentation des cas de discriminations sur base de l'âge - celles-ci sont mêmes devenues le deuxième motif de discrimination en matière d'emploi.

La loi anti-discrimination interdit de refuser d'embaucher sur base de l'âge. À côté de cela, la loi prévoit des mécanismes de soutien à l'embauche de personnes jeunes ou plus âgées., mais les discriminations sur base de l'âge n'en demeurent pas moins une réalité. À titre d'exemple, le Centre pour l'égalité des chances souligne que beaucoup de CV sont écartés uniquement à cause de l'âge du ou de la candidate.

Si des éléments comme le coût du travail interviennent dans le choix d'engager des personnes plus âgées, des éléments plus subjectifs interviennent aussi et sont liés aux clichés les concernant : rentabilité moindre, lenteur, moindre aisance avec les nouvelles technologies, et cætera. Les jeunes aussi se sentent parfois discriminés parce que, faute d'expérience professionnelle, on ne leur laisse pas une chance.

Quoi qu'il en soit, le constat du Centre pour l'égalité des chances pose, une fois de plus, la question de l'âge, et plus largement des discriminations, en matière d'emploi.

Pour favoriser l'égalité sur le lieu de travail, un label « Égalité-Diversité » a été initié en 2005 par les ministres fédéraux de l'emploi et de l'égalité des chances et mis sur pied en collaboration avec les régions. L'âge était un des points d'attention de ce label. Il a été testé entre 2008 et 2011 au sein d'une quinzaine d'entreprises, mais il est resté sans suite, en raison principalement de la contestation de compétence entre le pouvoir fédéral et les régions, selon le rapport 2012 du Conseil supérieur de l'emploi.

D'autres pays ont développé ce type de label, qui permet d'inciter les entreprises à introduire davantage d'égalité et de diversité dans leurs stratégies économiques et sociales, mais aussi, une fois octroyé, à reconnaître les efforts réalisés par les entreprises en la matière.

En Espagne, par exemple, un label « Égalité sur le lieu de travail » est décerné par le ministère de l'égalité aux entreprises qui appliquent une politique favorable à l'égalité de traitement et à l'égalité des chances.

En tant que ministre régionale en charge de l'égalité des chances, que pensez-vous de l'idée d'un label de ce type pour nos entreprises, au-delà donc du prix Egalitude ? Suite à l'impasse dans laquelle se trouve le label fédéral « Égalité-Diversité », peut-on envisager la

création d'un label équivalent à l'échelle de la Wallonie ? Nous pourrions nous inspirer, pour ce faire, de ce qui existe aussi à l'étranger pour mettre en place, à notre niveau, un outil de promotion de l'égalité et de la diversité dans nos entreprises, que ce soit sur l'âge ou le genre notamment, qu'en pensez-vous ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Madame la Députée, à ce jour, il persiste encore de nombreuses discriminations à l'embauche, que ce soit en raison de l'âge, du genre, de l'origine ethnique ou de l'orientation sexuelle.

Actuellement, de nombreuses actions existent en Région Wallonne pour promouvoir l'égalité et la diversité en matière d'emploi.

À titre d'exemple, je me permets de mentionner la création par le CRIPEL, en collaboration avec l'Université de Liège et le Forem, d'un guide intitulé « Gestion de la diversité des ressources humaines », ainsi que d'un blog sur la diversité. Il s'agit d'outils financés en partie par la Région wallonne, permettant aux responsables diversités des sociétés privées ou publiques et des associations wallonnes de valoriser la diversité dans l'emploi. Il fournit des conseils concrets et des exemples d'actions pouvant être implémentés dans les organisations et entreprises.

Des subventions sont également attribuées annuellement à la CSC et la FGTB dans le but de mettre en œuvre, à leur niveau, la politique de la gestion de la diversité wallonne - je pense à la sensibilisation des délégués syndicaux, acteurs importants, la lutte contre les discriminations et les séminaires.

L'administration DGO5, en collaboration avec l'IWEPS, organise une journée d'étude sur la discrimination liée à l'origine ethnique en matière d'accès à l'emploi. Cette journée est conçue comme un espace de rencontre entre chercheurs, acteurs de terrain, représentants des pouvoirs publics et représentants d'institutions œuvrant en faveur de la lutte contre toutes les formes de discriminations. Elle aura lieu le mercredi 26 juin au Palais des Congrès de Namur.

Pour en revenir à votre question, je suis bien entendu très favorable à la création d'un label régional similaire au label « Égalité-Diversité » qui fut initié au niveau fédéral. Cela constituerait un moyen efficace d'encourager les entreprises à favoriser une politique d'égalité en leur sein.

Néanmoins, l'octroi d'un label aux entreprises impliquerait nécessairement un contrôle sur celles-ci. En effet, il faudra s'assurer du maintien des raisons pour lesquelles le label fut attribué. Il ne s'agit pas de

l'attribuer une fois, cela c'est une image, il faut que le processus soit continu.

Le projet du fédéral a été pensé alors qu'il existait une structure d'une trentaine de personnes, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, qui pouvait notamment exercer des missions d'administrations et évaluer si les entreprises répondent bien aux exigences de ce label.

Évidemment, pour cela, il faut des moyens humains.

Ce type de label doit être complété, me semble-t-il, de mesures plus strictes comme, par exemple, les règles de quotas hommes femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées en bourse ainsi que les projets de décrets wallons visant la mixité femmes et hommes dans les conseils d'administration des organisations ayant un agrément de la Région wallonne - nous aurons tout le loisir d'en reparler prochainement.

Par ailleurs, pour obtenir une efficacité et un impact certain, ce projet devrait être mené en collaboration avec les ministres de l'emploi et de l'économie et avec le soutien, dans une certaine mesure, des partenaires sociaux qui ont aussi un rôle à jouer en ce sens.

M. le Président. - La parole est à Mme Trotta.

Mme Trotta (PS). - Je remercie Mme la Ministre pour sa réponse. Il existe, comme elle l'a rappelé, de beaux outils pour la diversité et l'égalité : des journées, de la sensibilisation, et cætera. Tout cela est fait.

Je suis contente d'entendre que vous êtes favorable à ce type de label malgré les difficultés que cela comporte et que vous avez rappelées.

Il faut également, et vous l'avez dit, un renforcement de la concertation et de la collaboration avec l'ensemble des ministres, que ce soit de l'emploi et de l'économie. Je pense que la promotion de l'égalité professionnelle a tout à gagner de ce genre de concertation et la réalité au niveau des discriminations rappelle qu'il est vraiment nécessaire d'agir à ce niveau-là.

**QUESTION ORALE DE M. BAYET À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « L'INTÉGRATION DES
PERSONNES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Bayet à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'intégration des personnes d'origine étrangère ».

La parole est à M. Bayet pour poser sa question.

M. Bayet (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, je suis bourgmestre d'une des communes wallonnes comprenant le plus fort pourcentage de personnes d'origine étrangère puisque c'est sur la commune où l'on a fermé le dernier charbonnage. On a donc encore d'importantes populations italienne, turque, marocaine, polonaise, et cætera et je pense que, même si on peut toujours faire mieux et plus, vivre ensemble est chez nous une réalité bien assumée au quotidien.

Sachant cela, j'ai évidemment lu avec attention et intérêt le sondage récemment paru dans la presse écrite concernant le sentiment des Belges vis-à-vis de l'intégration des populations d'origines étrangères.

Je fais référence à ce sondage, mais je voudrais préciser tout de suite que c'est un sondage sur des sentiments. Il n'y a donc rien de plus subjectif que des sentiments, c'est à prendre en compte.

Je pense qu'il faut être prudent dans l'analyse des résultats qui peuvent en découler puisqu'il y a parfois des éléments conjoncturels, qui peuvent influencer comme par exemple, pour l'instant, le débat sur nos jeunes qui partent en Syrie.

Quand on regarde plus attentivement cette étude, Madame la Ministre, on voit que les résultats sont plus contrastés que ce que l'on pourrait penser au premier abord. C'est pourquoi je voudrais avoir votre avis.

Si je reprends les résultats de cette étude, on voit que 42 % des Belges estiment que les populations d'origines étrangères sont mal intégrées et 59 % ne se prononcent pas en ce sens. Si l'on regarde par rapport à la Wallonie, on voit que 38 % pensent la même chose et 62 % sont considérés bien intégrés. La moitié des Belges juge que la Belgique fait ce qu'il faut au niveau des moyens mis en oeuvre pour intégrer les populations d'origines étrangères et 31 % des Wallons estiment que la Belgique fait certainement ce qu'il faut. Enfin, 50 à 60 % des sondés estiment que la qualité de l'intégration est réelle en ce qui concerne l'accès au culte, aux soins de santé, à l'enseignement ou aux droits. Par contre, de manière plus tranchée, ce chiffre tombe à 10 % en ce qui concerne la connaissance de la langue ou du respect des valeurs sociétales belges - il reste évidemment très lié à la montée du radicalisme religieux.

En fonction de ces résultats, j'aurais souhaité vous demander quelle analyse vous faites d'une telle enquête, notamment des résultats en Wallonie et surtout, de quelle manière le parcours d'intégration en préparation au sein du gouvernement pourra aider à remédier aux difficultés mises en évidence dans ce sondage ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances.- Monsieur le

Président, Monsieur le Député, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai pris connaissance de ce sondage sur la perception de l'intégration des populations d'origine étrangère dans notre pays.

Vous faites bien de préciser qu'il s'agit d'un sondage sur la perception de l'intégration et qu'il ne reflète donc pas la réalité de l'intégration.

Il fait malheureusement apparaître une constante dans le temps : la perception négative de l'intégration des personnes étrangères.

Dans toute l'histoire de l'immigration, qu'il s'agisse de Belges à l'étranger et même en France où nos concitoyens ont été perçus comme venant chercher le pain des Français ou des Italiens venus travailler dans nos mines de charbon, la tendance consiste à considérer que l'intégration relève seulement de la personne émigrée et qu'elle n'en fait jamais assez. Ceci n'est pas sans rappeler le célèbre sketch de Fernand Raynaud intitulé « L'étranger ».

Cela étant, il n'en demeure pas moins qu'il convient de s'interroger quant aux problèmes auxquels les gens associent ce déficit d'intégration.

À la lumière de ce sondage, il convient encore et toujours d'insister sur la nécessité d'informer, de sensibiliser et de démystifier toute cette politique d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

A contrario, il faut mesurer combien les propos et prises de positions stigmatisants à l'égard des personnes étrangères, notamment dans le cadre des débats sur le parcours d'accueil des primo-arrivants, ne font que renforcer la perception négative de l'intégration.

Dans cette perspective, et comme il s'agit d'un travail sur les représentations, il aurait été intéressant d'identifier quelle image est associée au terme « populations d'origine étrangère » tel qu'utilisé par ce sondage.

On entre là dans le domaine des représentations individuelles propres à chacun et il y a une difficulté supplémentaire à proposer une réalité commune qui serait évaluée.

Ces remarques préliminaires invitent donc à la prudence au niveau de l'interprétation de ces données d'autant plus que peu de précisions sont fournies sur la nature de l'échantillon qui a été interrogé. S'agit-il de Belges de souche, de personnes étrangères ou encore de personnes d'origine étrangère ? Là encore, autant d'éléments qui permettraient de nuancer et de proposer une analyse plus fine des résultats.

La première partie de ce sondage a trait à la manière dont est perçue l'intégration des personnes d'origine étrangère ainsi qu'à la qualité de l'intégration.

À première vue, les résultats indiquent que 42 % de la population considère que les personnes d'origine étrangère sont mal intégrées. Cependant, si on globalise les catégories qui englobent les réponses allant d'une appréciation positive « parfaitement bien intégrées », « plutôt bien intégrées », à une appréciation relativement neutre « ni bien ni mal intégrées », la tendance est alors inversée et les résultats font apparaître que 50 % des sondés ont une perception assez positive de l'intégration des personnes d'origine étrangère.

La qualité de l'intégration est également analysée. Il en ressort que la majorité des sondés considère que la qualité de l'intégration est bien réelle et effective en lien avec l'accès au culte, aux soins de santé ou à l'enseignement.

En revanche, seulement environ 10 % considèrent que le respect des règles et valeurs de la société belge par les personnes d'origine étrangère est réussi de même que la connaissance de la langue de la région où elles résident.

À cet égard, je me permets de vous rappeler que cette question de la connaissance de la langue et des valeurs de la société d'accueil sont, actuellement, bien au cœur des débats, notamment via les travaux en cours sur le futur parcours d'accueil des primo-arrivants.

Pour rappel, le projet de décret relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère qui a été approuvé le 24 décembre dernier en première lecture par le Gouvernement wallon comprend une partie consacrée au parcours d'accueil des primo-arrivants.

À ce jour, l'ensemble des instances d'avis ont été consultées et, actuellement, il est procédé à une adaptation du projet de décret en fonction des remarques qui ont été formulées.

Le parcours d'accueil qui y est défini prévoit notamment la mise en place par les centres régionaux d'intégration d'un bureau d'accueil ayant pour objectif de donner au primo-arrivant une information sur les droits et devoirs, de recevoir une aide pour l'accomplissement de ses démarches administratives et de réaliser un bilan social qui permettra, entre autres, de déceler ses besoins en termes de formations ou d'orientation socioprofessionnelle.

Les formations qui seront proposées aux primo-arrivants concerneront l'apprentissage de la citoyenneté et de la langue française lorsque c'est nécessaire. Je rappelle qu'il y a une majorité de personnes qui sont aussi tout à fait francophone.

Dès lors, vous comprenez que le constat qui est fait dans l'analyse des résultats de l'enquête avait déjà été réalisé depuis le début de la réflexion sur l'amélioration du dispositif d'intégration des personnes étrangères en Wallonie.

Le texte que je présenterai prochainement en deuxième lecture au gouvernement aborde l'importance de l'évaluation du dispositif tant en termes de qualité qu'en termes de quantité du dispositif pour pouvoir améliorer son fonctionnement et la gestion du parcours au bénéfice de ceux qui devront le suivre, ce pour être le plus efficace possible par rapport à leurs besoins.

Sur base de cette évolution, le parcours d'accueil pourra être amélioré dans ses modalités, en ce compris sur le volet relatif à l'apprentissage de la langue.

J'en reviens au sondage, la seconde partie a trait à la montée du radicalisme religieux. Les résultats indiquent que la majorité des sondés est inquiète face à cette réalité.

Même s'il s'agit de perceptions, ce sondage a le mérite de nous présenter des chiffres et d'attirer notre attention sur la manière dont la politique d'intégration est perçue.

À cet égard, il s'agit d'être attentif à la différence entre les groupes et les pratiques.

En effet, les pratiques radicales d'un nombre de personnes, fort heureusement limité, contribuent à considérer que toutes les personnes appartenant à ce groupe sont menaçantes et potentiellement radicales.

Ce questionnement nous rappelle que nous vivons dans une société multiculturelle, qui sera sans doute amenée à l'être de plus en plus et que nous devons nous pencher sur la manière d'accueillir au mieux les primo-arrivants sur notre territoire. Le phénomène n'est pas en train de se réduire. Les frontières s'ouvrent et cela fait partie de la mondialisation dans tous les sens du terme.

Je suis persuadée que le dispositif concret et cohérent défini par le décret précité participera à une meilleure intégration des personnes étrangères, mais vous savez comme moi que les lois et les décrets ne suffisent pas. Il faut aussi changer largement les mentalités et il est important de souligner que la philosophie du parcours d'accueil qui est développé chez nous, en Wallonie, est l'émancipation des personnes qui arrivent chez nous. Notre société doit viser à leur permettre de s'intégrer au mieux dans leur nouveau cadre de vie.

M. le Président. - La parole est à M. Bayet.

M. Bayet (PS). - Merci Monsieur le Président, je ne peux que remercier la ministre pour sa réponse et lui dire à quel point je suis sur la même longueur d'onde qu'elle, parce que, évidemment, quand on fait de la politique, il faut apporter des solutions structurelles et, en termes d'immigration, il ne faut pas, comme on a parfois tendance à le faire, surfer sur la vague juste pour exister. Notre métier est de trouver une solution structurelle et donc, je vous rejoins quand vous dites que, par rapport à tous ces résultats, il faut faire

attention puisque ce sont des représentations individuelles et non pas communes. Or, notre métier est bien de développer des politiques communes et non des politiques individuelles.

Je tiens à vous féliciter sur les différents éléments que vous nous avez donnés sur l'avancement de ce décret, sur le parcours d'intégration. Je vois que les langues et les valeurs du pays feront partie de toute la panoplie et je pense que cela peut rassurer beaucoup de nos concitoyens.

Vous parlez d'évaluations aussi et je pense que c'est plus important, puisque dans cette politique, on parle réellement d'individus, on parle de mentalités et donc il faut évidemment que cela soit réévalué régulièrement. C'est comme cela que l'on arrivera à mieux intégrer tout le monde.

Enfin, il ne faut pas se le cacher, il est clair que le radicalisme religieux est, pour l'instant, quelque chose qui fait peur à nos concitoyens, quelque chose auquel il faudra apporter des solutions - le radicalisme religieux pour toutes les religions, en général.

Je pense que tous les excès nuisent en tout et je compte sur vous pour amener des réponses concrètes. Merci beaucoup.

**QUESTION ORALE DE M. DAELE À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « L'AVIS DE LA FÉDÉRATION
FRANCOPHONE DES SOURDS DE BELGIQUE
(FFSB) SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ RELATIF À
L'INTERPRÉTATION EN LANGUE DES
SIGNES »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Daele à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'avis de la Fédération Francophone des Sourds de Belgique (FFSB) sur le projet d'arrêté relatif à l'interprétation en langue des signes ».

La parole est à M. Daele pour poser sa question.

M. Daele (Ecolo). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, la Fédération Francophone des Sourds de Belgique a fait entendre sa voix concernant un projet d'arrêté relatif à l'interprétation. Cet avis formule plusieurs remarques et des propositions - oserais-je dire des inquiétudes - par rapport à ce projet. Une première remarque consiste à dire d'abord que l'arrêté porte sur les services d'interprétation et non sur l'interprétation qui est une compétence linguistique. C'est une première remarque, en préambule.

La deuxième remarque porte sur les qualifications requises de la part des interprètes. Il s'agit de critères d'employabilité et non d'une reconnaissance de la profession. En attendant la formation de type master qui sera reconnue par la Fédération Wallonie Bruxelles, la Fédération Francophone des Sourds de Belgique recommande d'exclure le critère de l'expérience utile, jugé comme non pertinent, mais d'inclure quelques dispositions alternatives qu'il propose, comme soit le service des personnes disposant d'un diplôme - et non un diplôme d'interprète et non un certificat - délivré par une école de promotion sociale, une haute école ou une université belge, soit le service de recrutement des personnes ne disposant pas des qualifications requises, pour autant qu'elles aient réussi l'épreuve du Comité de conduite des interprètes, ou encore pour le service des personnes ne répondant à aucune des deux conditions que je viens de mentionner pour autant qu'elles répondent à des critères d'employabilité.

Comment comptez-vous répondre à cette demande ?

La troisième remarque, c'est que la fédération s'oppose à l'agrément d'un seul et unique service d'interprétation, ce dans un souci de saine concurrence et de prévention d'une forme de monopole. Il y aurait plutôt lieu d'agréer plusieurs services en cas de plaintes ou de problèmes rencontrés par les personnes sourdes et malentendantes avec un seul service. À qui pourront-elles s'adresser ? Si les personnes ont rencontré des problèmes avec ce service, elles n'oseront peut-être plus y faire appel et il faudrait leur laisser le libre choix du service.

La quatrième remarque concerne la possibilité de créer un organisme extérieur qui aurait plusieurs fonctions : établir les critères d'employabilité des interprètes, gérer des listes d'interprètes, gérer des plaintes et former des interprètes en collaboration avec la Fédération Wallonie Bruxelles. Cela pourrait empêcher le monopole d'un seul service et mettre en lien l'offre et la demande.

Cinquième remarque, en ce qui concerne la durée de l'agrément et de l'arrêté, il conviendrait peut-être de les réviser entièrement afin d'éviter certains abus. Si cette révision est envisagée, à quelle fréquence pensez-vous faire ces évaluations ?

Madame la Ministre, quelle est votre position par rapport à ces avis et propositions émis par la Fédération Francophone des Sourds de Belgique qui ne me paraissent pas dénués de pertinence.

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Monsieur le Député, ma volonté, bien sûr, n'est pas de créer un monopole - vous l'imaginez bien - en faveur d'un

service, mais bien d'offrir au public concerné la réponse la plus adaptée possible à ses demandes en accordant des moyens disponibles au service qui sera évalué le plus apte à remplir les missions prévues dans le projet.

Le Service d'Interprétation des Sourds de Wallonie - en abrégé, le SISW - fonctionne en Wallonie depuis environ une quinzaine d'années. C'est le seul service à proposer des prestations sur l'ensemble du territoire wallon même si, aujourd'hui, la pénurie d'interprètes que nous connaissons pose de réelles difficultés.

Le service est financé sur une base facultative. Il est temps d'établir un cadre réglementaire qui permettra d'agréer et de subventionner, de manière pérenne, un tel service. Cela étant, c'est bien sur la base d'un appel à candidature, et bien sûr de l'évaluation, que le comité de gestion sera amené à agréer un service. J'ai d'ailleurs sollicité les avis du comité de gestion de la ville ainsi que de la Commission wallonne des Personnes handicapées sur la question de ce projet, et la Fédération Francophone des Sourds de Belgique a pu aussi s'exprimer.

Ces instances se sont réunies courant du mois de mai et leurs avis vont me parvenir tout prochainement. En fonction de leurs remarques, de leurs demandes de corrections, de leurs observations, certaines dispositions pourront être adaptées.

Toutefois, de prime abord, créer un organisme chargé de créer des critères d'employabilité des interprètes et la gestion des listes d'interprètes ne me paraît pas opportun. Le projet d'arrêté fixe le niveau de qualification des interprètes sur la base duquel les interprètes pourront être recrutés, sachant qu'il reviendra au service d'interprétation d'engager les personnes qui sont évidemment aptes à remplir initialement la fonction.

Il contient également des dispositions transitoires qui, demain, n'auront plus raison d'être lorsque la formation d'interprète en langue des signes aura pleinement été mise en oeuvre et que les premiers lauréats arriveront sur le marché de l'emploi. De même, une liste des interprètes est inutile dès lors que la personne est diplômée ou répond aux critères transitoires. Par ailleurs, sur quelle base légale cet organisme à créer pourrait-il inscrire un interprète sur une liste et, en quelque sorte, lui accorder ou lui refuser l'accès à un emploi ? Sur quel critère ses membres seraient-ils désignés ?

Enfin l'arrêté prévoit une procédure de gestion des plaintes, procédure qui serait commune à l'ensemble des services agréés par l'AWIPH qui implique que toute plainte relative à une prestation doit évidemment être adressée à l'organisme qui s'en occupe, c'est-à-dire l'AWIPH.

Les plaintes sont traitées par le service audit et contrôle de l'AWIPH. Les services agréés par l'agence s'engagent à promouvoir la meilleure qualité possible des services à leurs usagers. En ce sens, un processus de gestion des plaintes constitue un élément important d'une assurance qualité, une garantie qualité. Il permet à l'AWIPH, mais aussi au responsable des services agréés, de pouvoir détecter rapidement les problèmes éventuels et d'exprimer - et aux usagers évidemment d'exprimer - leur avis, ce qui justifie pleinement le maintien du traitement de ces plaintes par le service audit et contrôle de l'AWIPH.

En ce qui concerne la durée de l'agrément, c'est la réglementation applicable à tous les services agréés par l'AWIPH qui prévoit - excepté pour les nouvelles demandes d'agrément - un agrément à durée indéterminée des services. Les services sont tenus de transmettre tous les cinq ans les informations nécessaires à leur évaluation. Une évaluation peut évidemment avoir lieu à tout moment lorsque des éléments laissant supposer que la qualité du service n'est plus assurée parviendrait à l'AWIPH.

En outre, lorsqu'il s'agit, comme ici, de l'agrément d'un nouveau service, il est accordé pour une durée à l'essai, une durée temporaire de trois mois à trois ans maximum. Au terme de la période, l'agrément est accordé pour une durée indéterminée à moins que le comité de gestion n'en décide autrement.

M. le Président. - La parole est à M. Daele.

M. Daele (Ecolo). - Merci, Madame la Ministre, pour vos réponses. Par rapport à l'agrément d'un seul service, on peut dire, dans un premier temps, en effet, qu'il n'y en a qu'un seul qui pourrait être reconnu, mais cela veut dire : « Voyons l'avenir et laissons la porte ouverte à d'autres qui pourraient, par exemple, être plus spécifiques, avoir des caractéristiques plus spécifiques ». Je préfère attirer votre attention avant l'arrêté plutôt que de vous faire part d'éventuelles regrets par après.

QUESTION ORALE DE M. DODRIMONT À MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES, SUR « LES PARCS D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ADAPTÉS AUX SENIORS »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dodrimont à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « les parcs d'activités physiques adaptés aux seniors ».

La parole est à M. Dodrimont pour poser sa question.

M. Dodrimont (MR). - Monsieur le Président, Madame, la Ministre, chers collègues, en décembre dernier, je vous interrogeais concernant la possibilité de subsidier les jeux adaptés aux personnes à mobilité réduite, ceux-ci étant installés dans des plaines de jeux conventionnelles ou ailleurs sur le domaine public. La semaine dernière, dans la Commune de Waremmé, vous étiez présente lors de l'inauguration d'un parc d'activités physiques pour les seniors.

Ce parc se décrit comme un parc situé à mi-chemin entre la salle de fitness et le parcours « vita », ces parcours qui permettent aux promeneurs de pouvoir aussi réaliser quelques efforts physiques de manière à les maintenir en forme. Ce parc propose des exercices doux pour nos aînés mais également pour les personnes à mobilité réduite.

Cette initiative communale fait suite à un appel à projet lancé par votre département. Pouvez-vous développer les aides qui ont été apportées par la Région pour ce projet ? Une aide structurelle à la création de ce type de parc adapté aux seniors mais également aux personnes à mobilité réduite est-elle envisageable afin que l'on puisse, en tout les cas, détailler les possibilités offertes aux pouvoirs publics, aux pouvoirs locaux de pouvoir investir dans ce type d'activités ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Monsieur le Député, avec l'appel à projets « ville/commune/région amie des aînés », on l'appelle VADA, mon objectif a été de soutenir les communes, les CPAS et les associations, désireux de développer ou d'approfondir une réelle politique en faveur des aînés incluant une participation active de ces derniers.

Suite à l'appel à projets et à la sélection de 59 projets, c'est plus de 180 qui m'étaient parvenus, les subventions régionales permettent de couvrir des investissements et/ou, puisqu'il y avait deux parties à l'appel, des frais inhérents à l'organisation d'activités à destination de nos aînés.

La Commune de Waremmé a ainsi participé à l'appel, le projet a été retenu et a pu bénéficier d'une enveloppe de 34 050 euros pour mener des activités et de 25 000 euros pour couvrir en partie les investissements pour la création d'un parc d'activités physiques adaptées aux seniors.

D'autres communes ont d'ailleurs également choisi de développer des projets du même type, vous les verrez fleurir au fil des semaines et des mois.

Au terme de ces projets-pilotes est prévue une évaluation qualitative, comme ce fut annoncé notamment lors de la rencontre avec les porteurs de projets. Cette évaluation permettra d'examiner les

meilleures orientations à donner aux projets et comportera un échange de pratiques entre les opérateurs de manière à promouvoir ces activités. Elle sera accompagnée par un chercheur qui a participé également à la sélection des projets pour améliorer encore la performance de ce processus d'évaluation des politiques publiques, conformément aux recommandations en la matière, la prospective faisant entièrement partie de la démarche.

Les résultats de cette évaluation nous permettront de mettre en évidence la pertinence de renouveler ce type d'appel à projets, ce que j'espère profondément en voyant ce qui se fait sur le terrain. Je vois que la ville d'Andenne a aussi pu réaliser un parc et je crois, seulement mes sources, ce ne sont pas les derniers, il doit encore y en avoir sur le territoire wallon.

M. le Président. - La parole est à M. Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Merci, Madame la Ministre, pour ces réponses et je me réjouis autant que vous de ces initiatives et je me réjouis également qu'elle puisse être soutenue par la Wallonie.

**QUESTION ORALE DE M. DODRIMONT À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LES PERSONNES À
MOBILITÉ RÉDUITE »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dodrimont à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « les personnes à mobilité réduite ».

La parole est à M. Dodrimont pour poser sa question.

M. Dodrimont (MR). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, on sait que les conditions de vie des personnes à mobilité réduite sont parfois délicates quand il est question de faire état d'événements qui peuvent se dérouler dans leur lieu de vie. On sait que certains chantiers, l'installation de terrasses soit encore des réalisations inadéquates comme des bordures trop élevées ou encore parfois, que l'incivisme de certains avec le mauvais parage de véhicules peuvent constituer des obstacles pas évidents à franchir pour ces personnes à mobilité réduite.

J'ai été attentif à une action lancée par l'association Altéo qui a dressé une sorte d'état des lieux avec la collaboration de la police de la Ville de Liège pour conscientiser les gestionnaires de cette ville. L'état des lieux était relativement lapidaire puisque l'on mettait en évidence beaucoup de choses qui pouvaient être améliorées mais ce rapport était aussi peut être positif sur les moyens à consentir pour améliorer la situation. Donc, en clair, ce que l'on dit c'est que beaucoup de

choses pourraient améliorer le quotidien des PMR si on voulait, ne fut-ce qu'y faire vraiment attention et parfois des dispositions même simples peuvent être appliquées sans qu'il y ait nécessairement de gros investissements.

J'aimerais faire un peu état avec vous, Madame la Ministre, de la réflexion en la matière. Est-ce qu'il y a, dans les centres urbains ou les centres semi-urbains, des études qui sont réalisées pour améliorer, autant que faire se peut, le cheminement des personnes à mobilité réduite ? Est-ce qu'un état des lieux avec des questionnaires communaux ou des personnes spécialisées de votre département pourraient, éventuellement, l'envisager ? Est-ce que l'on pourrait déjà avancer sur cette possibilité d'établir des états des lieux pour pouvoir être, sur base de simples conseils donnés par des personnes qualifiées, améliorer déjà ce qui peut l'être, ce rapidement ?

J'aimerais savoir, Madame la Ministre, s'il y a déjà des initiatives prises, des contacts qui sont pris ? Est-ce que l'on peut, à un moment donné, imaginer un cadastre des difficultés en Wallonie mais aussi et surtout les solutions pour pouvoir gommer la plupart de ces difficultés si cela est évidemment possible.

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Monsieur le Président, Monsieur le Député, l'accessibilité de tous les lieux publics aux personnes à mobilité réduite est malheureusement encore loin d'être acquise même si la situation évolue positivement à cet égard d'année en année.

Je rappelle l'existence des dispositions essentielles: la Convention des Nations-Unies relative au droit des personnes handicapées, le décret wallon du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et les articles 414 et 415 du CWATUPE, texte dont nous avons largement parlé, non pas dans cette commission, mais au gouvernement.

Le CWATUPE en particulier prévoit que tout nouveau projet visant une infrastructure publique, ouverte au public ou à usage collectif doit impérativement comprendre les aménagements nécessaires facilitant l'accès aux personnes à mobilité réduite. Il en va de même pour les projets visant des transformations, même si, dans ce cas précis, des dérogations sont prévues.

A ce titre, le contrat de gestion 2012-2017 de l'AWIPH prévoit de favoriser les déplacements des personnes à mobilité réduite sans contrainte supplémentaire d'accessibilité.

L'agence a par ailleurs déjà mené des actions de sensibilisations à l'accessibilité auprès des élus communaux présents lors des éditions 2011 et 2013 du

Salon des Mandataires tenu au Wex de Marche-en-Famenne. Ces actions ont été renforcées par la publication sur le site Internet de l'AWIPH, à destination des villes et communes, de bonnes pratiques et de conseils en matière d'accessibilité.

En novembre 2012, l'AWIPH, en collaboration avec le Collectif Accessibilité Wallonie Bruxelles, a proposé à l'ensemble des Communes wallonnes d'adhérer à une charte d'engagement en faveur de l'accessibilité des personnes handicapées dans la passation des marchés publics. Je connais d'ailleurs quelques communes qui y ont adhéré.

Cette charte, lorsqu'elle est signée, engage les communes à porter une attention particulière à l'accessibilité et à l'autonomie des personnes à mobilité réduite lors des attributions de marchés publics.

Par ailleurs, quatre services-conseils en accessibilité sont financés par l'AWIPH, vous le savez, nous les avons déjà cités : Gamma, Plein Pied, Passe-Muraille, l'ANLH.

Les objectifs généraux assignés à ces services sont bien sûr un droit fondamental d'information à destination des personnes handicapées et de leur famille.

La sensibilisation du grand public relative à l'accessibilité, l'information par rapport aux normes en vigueur en matière d'accessibilité des bâtiments ouverts au public et aussi l'information quant aux bonnes pratiques en matière d'accessibilité.

Ces services sont aussi chargés d'organiser des formations à destination des opérateurs publics, des architectes, des entrepreneurs de la construction, pour assurer une fonction de conseils auprès des opérateurs publics ou privés en matière d'accessibilité des bâtiments.

Pour ce qui concerne un éventuel cadastre des lieux publics, les objectifs opérationnels de la convention avec l'association nationale de logements pour personnes handicapées l'ANLH, consiste à donner une information claire et simple sur l'accessibilité architecturale des bâtiments ouverts au public, à créer un inventaire non exhaustif des villes pour permettre aux citoyens à mobilité réduite de connaître et de savoir les lieux auxquels ils peuvent avoir accès et ceux auxquels, hélas, ils ne le pourront pas encore, donner aux propriétaires de bâtiments qui ont fait l'effort de faire les adaptations nécessaires la possibilité de se faire connaître auprès du public concerné et d'assurer la mise à jour des fiches d'information reprises dans la banque de données. Je sais que tout un travail avait été réalisé sur une série d'écoles, je trouve cela évidemment extrêmement important de permettre aux jeunes étudiants de savoir si lorsqu'ils s'inscrivent dans une école, ils pourront suivre les cours sans trop de difficultés par rapport à l'accessibilité.

Cela pousse aussi évidemment, à l'inverse, les gestionnaires des écoles à imaginer, lorsqu'il faut faire quelques travaux, une accessibilité bien plus complète. Le but est d'améliorer l'accessibilité des bâtiments publics aux personnes qui présentent un handicap mais aussi bien sûr, bien plus largement, à toutes les personnes qui pourraient rencontrer des difficultés momentanées, ce que je ne souhaite évidemment à personne d'entre vous, mais qui pourraient malgré tout arriver un jour ou l'autre.

Et ce qui est beaucoup plus heureux, c'est de pouvoir se balader avec des enfants qui sont en poussette, cela aussi est une réalité à laquelle on ne pense pas suffisamment.

M. le Président. - La parole est à M. Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Merci, Monsieur le Président. Merci, Madame la Ministre, pour une réponse qui aborde beaucoup de facettes de ces actions menées en Wallonie, ou en tout les cas de ce qu'il conviendrait parfois de tenter de voir appliqué, le plus souvent possible, sur le territoire wallon.

Il y a un volet qui est consacré, dans votre réponse, à tout ce qui peut se faire sur base volontaire pour améliorer la situation. Je pense que c'est bien de suivre les conseils donnés par l'AWIPH, c'est bien d'adhérer à une charte de bonnes intentions, c'est évidemment louable de manifester, sur base volontaire, des intentions d'améliorer la situation mais où sont les contraintes par rapport à cela ?

Les contraintes, vous les avez évoquées en disant que l'on avait beaucoup parlé de CWATUPE ces derniers temps au sein du gouvernement, j'ai cru le comprendre. Donc, j'espère que ce qui nous est annoncé, le CoDT, avec ce bouleversement assez exceptionnel - du moins c'est ce qui en est dit parfois par des voies très positives, parfois des voies qui le sont un peu moins, mais cela, nous le verrons... Commençons aussi, en ce qui nous concerne, avec un temps de retard, l'analyse de ce projet, de ce texte qui va être soumis à l'assemblée parlementaire.

J'espère que votre attention aura été de mise sur toutes les dispositions de contrainte qui peuvent exister en matière d'aménagement du territoire. Je pense qu'on le sait : trop peu respectent les bonnes règles pour un accueil optimal des personnes handicapées. On pense notamment aux projets à caractère commercial qui ne sont pas toujours accessibles de façon convenable ; on pense évidemment à la problématique du logement - on conçoit parfois encore des logements qui sont des logements multiples, sans dispositions vraiment optimales pour que les personnes à mobilité réduite puissent occuper l'ensemble des logements concernés.

Je serai en attente de ce qui a été prévu dans ce nouveau texte légal en matière d'aménagement du

territoire et qui concerne aussi le logement, on vient de le rappeler, et j'espère que j'y trouverai de quoi être un peu rassuré sur l'attention que l'on porte aux personnes à mobilité réduite tout en saluant positivement l'ensemble des éléments apportés dans votre réponse parce que je vois que, derrière, il y a évidemment un travail de fond. Mais encore faut-il que ce travail puisse vraiment porter ses fruits.

Je pense que pour une catégorie de personnes - je l'ai déjà évoqué notamment dans le sujet qui concerne l'emploi des personnes handicapées dans certaines administrations publiques - il faut aller au-delà de ces déclarations de bonnes intentions et parfois aussi pouvoir contraindre les gens à respecter les bonnes règles.

**QUESTION ORALE DE MME REUTER À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LE CHÂTEAU ROSERAIE,
STRUCTURE ACCUEILLANT DES PERSONNES
HANDICAPÉES MENTALES ADULTES »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Reuter à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le Château Roseraie, structure accueillant des personnes handicapées mentales adultes ».

La parole est à Mme Reuter pour poser sa question.

Mme Reuter (MR). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, le Château Roseraie à Spa accueille une soixantaine de personnes handicapées mentales adultes présentant ou non des troubles envahissants du développement ou des troubles comportementaux. Si le Château Roseraie accueille principalement des résidents français, il accueille dix Belges avec une convention nominative de l'AWIPH.

Un article de presse a relaté différentes prises de position concernant la façon dont y seraient traités les résidents. Certains parlent de vêtements sales, du peu de temps laissé pour les repas, de soins négligés, de médicaments mal dosés, de mensonges aux parents concernant des activités qui n'auraient pas eu lieu, et cætera. Par souci d'économie, ajoutent-ils, le personnel serait réduit au minimum.

L'administrateur ainsi que des parents de résidents s'insurgent contre ces dénonciations qu'ils estiment fausses et injustes.

Un autre parent de résident évoque, quant à lui, une différence de traitement « financier » entre les résidents belges et français et une augmentation soudaine de la contribution des parents belges de 34 euros à 50 euros par jour.

Madame la Ministre, j'aimerais juste savoir si vous avez pris connaissance de cette affaire ? L'AWIPH s'est-elle rendue sur place ? J'imagine que des visites de contrôle ont déjà eu lieu dans cette résidence. Qu'en est-il exactement ? Pour faire la clarté sur cette affaire, pouvez-vous nous apporter des informations par rapport aux différents éléments évoqués dans la presse ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Madame la Députée, les articles parus dans la presse à propos de ce service m'ont interpellée. J'ai donc contacté immédiatement l'AWIPH en charge du contrôle de ces services et une inspection a eu lieu le lendemain.

Le Château Roseraie accueille et héberge des personnes handicapées depuis 2006.

Il est vrai que suite au départ d'un des directeurs-fondateurs, cette structure a rencontré des difficultés en 2009.

Des améliorations avaient alors été planifiées avec la nouvelle équipe dirigeante et les services d'inspection de l'AWIPH ont régulièrement vérifié leur mise en œuvre.

Depuis, la structure fait l'objet d'un suivi régulier, notamment du fait de quelques interpellations, qui mettaient en avant des difficultés relationnelles entre des parents et la direction ainsi qu'un accueil au-delà de la capacité autorisée par l'AWIPH et par les services d'incendie.

Il s'agit néanmoins de difficultés qui restent assez éloignées de celles décrites dans la presse qui pouvaient constituer de véritables faits de maltraitance.

Sur ces 18 derniers mois, cet établissement a fait l'objet de neuf visites d'inspection de la part de l'AWIPH. Plus de la moitié d'entre elles ont été réalisées à l'improviste. Aucun des faits de maltraitance décrits n'a été constaté.

Plusieurs témoignages de familles qui vont rendre visite à leur enfant sans pour autant prévenir de leur arrivée, confirment la chose et s'étonnent, inquiets, des déclarations lues dans la presse.

L'encadrement répond pleinement aux normes imposées et va même au-delà.

Les activités offertes aux résidents sont généralement offertes sur le site même, qui compte une piscine, un *snoezelen*, ces endroits de bien-être, de massage, par exemple, différents ateliers ainsi qu'un petit élevage dans lequel s'impliquent les résidents qui le souhaitent. Des sorties sont également organisées.

L'ensemble des activités semblent adaptées non seulement aux besoins mais aussi aux attentes des résidents.

En termes de financement, s'agissant de services non subventionnés par l'AWIPH, les ressortissants français donnent lieu à des subventions versées par différentes autorités de tutelle françaises, on l'a largement évoqué lors de précédentes discussions, tandis que les bénéficiaires belges financent leur séjour par le biais de leurs allocations.

La question de l'augmentation de l'intervention pour les résidents belges a effectivement crispé davantage les relations avec la direction. Devant l'ampleur des réactions, celle-ci a finalement renoncé à cette augmentation.

En tout état de cause, selon les observations réalisées sur place, le personnel éducatif assure l'accompagnement des résidents de manière indifférenciée. Ils ne demandent pas s'ils sont d'origine française, ou belge. Les informations lues dans la presse ne semblent donc pas du tout refléter la réalité ou relèvent peut-être d'une généralisation au départ de quelques faits isolés. Il n'empêche qu'il faut garantir la qualité de vie des personnes hébergées dans les structures autorisées et la totale transparence doit être faite dans cette affaire.

La visite à l'improviste diligentée par les services d'Inspection de l'AWIPH le lendemain de la parution de l'article a confirmé les constats précédents, déjà nombreux. Déjà forts présents dans cet établissement, ils renforceront encore leur vigilance, notamment en vue d'améliorer un point qui fait régulièrement défaut dans ce service : la qualité des relations entre parents et direction.

M. le Président. - La parole est à Mme Reuter.

Mme Reuter (MR). - Je vous remercie, Madame la Ministre, d'avoir clarifié – j'espère une fois pour toutes – la situation. En effet, vous vous imaginez comment un tel article de presse peut faire des dégâts, à la fois auprès de l'établissement, du personnel et aussi des familles. Je pense qu'il était important de mettre un terme à cette polémique.

C'était le but de ma question : savoir exactement ce qu'il en était, pouvoir rassurer les familles et aussi, peut-être, apporter un peu de sérénité dans cette affaire. En effet, je pense que la polémique n'est pas bonne.

Ensuite – là, c'est l'ancienne journaliste qui parle –, je pense que la dénonciation anonyme est très simple, mais cela peut faire énormément de dégâts. Les conséquences pour les familles, le personnel, la direction, bref toutes les personnes qui s'investissent dans une institution, sont désastreuses. Votre réponse à

cette question parlementaire permettra, je l'espère, de mettre un terme à la polémique.

**QUESTION ORALE DE MME BARZIN À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LA DIVERSIFICATION DE
L'ACTIVITÉ DES ETA (ENTREPRISES DE
TRAVAIL ADAPTÉ) »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Barzin à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la diversification de l'activité des ETA (entreprises de travail adapté) ».

La parole est à Mme Barzin pour poser sa question.

Mme Barzin (MR). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, j'ai déjà eu l'occasion, à plusieurs reprises de vous interroger sur la situation difficile rencontrée par plusieurs ETA, ainsi que sur le plan de relance en faveur de ce secteur que vous aviez adopté en mars 2010 avec le Gouvernement wallon.

Il est vrai que ce secteur a largement subi la crise économique et financière de ces dernières années.

Ce plan de relance avait pour objectif de :

- soutenir la formation du personnel de production ;
- créer un plan d'accompagnement des ETA destiné à les aider à se transformer en société à finalité sociale - ce plan prévoyait l'octroi d'une aide non récurrente permettant de prévenir les pertes d'emploi et de compenser les baisses d'activités conjoncturelles ;
- favoriser la reprise d'activités de l'ETA en procédure de liquidation ;
- favoriser le développement de nouvelles activités et de nouveaux métiers ;
- la formation au management des buts sociaux.

Ce plan n'a pas permis de répondre à toutes les difficultés du secteur. Ce serait trop simple. En quelques mois, plusieurs de ces entreprises ont fermé leurs portes : l'ETA Samera à Sambreville, l'ETA Imarco de Malmedy et l'ETA Andenne Pro Services.

Il a été constaté, dans certains cas, qu'une des difficultés rencontrées les ETA est la baisse d'activités liées à leur dépendance exclusive à un seul client.

Confrontée à ce problème ainsi qu'au manque de place pour les personnes handicapées en Wallonie, vous aviez évoqué, Madame la Ministre, une nouvelle piste de solution à étudier. Celle-ci consistait à développer un nouveau secteur d'activités pour les ETA qui serait celui

de l'aménagement du domicile des personnes moins valides.

Aujourd'hui, les principaux secteurs d'activités des ETA sont : le conditionnement – 30,12 % des travailleurs handicapés occupés –, le travail du bois et du papier – 10,20 % –, l'horticulture – 5,75 % – et l'alimentation – 3,53 %.

La diversité des activités de ce secteur est importante et je voulais faire le point avec vous aujourd'hui.

Madame la Ministre peut-elle me dire où en est cette réflexion ? Un groupe de travail a-t-il été constitué ? Des ETA ont-elles marqué leur intérêt pour cette proposition ? Quels sont vos objectifs précis par rapport à ce dossier ? Une diversification de l'activité des ETA à d'autres secteurs que vous aviez évoquée à l'époque, à savoir l'aménagement du domicile des personnes moins valides est-elle envisagée ? Si oui, de quels secteurs s'agit-il ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Madame la Députée, la diversification des activités du secteur des ETA est nécessaire pour les pérenniser, vous venez de le dire – certaines ont connu de telles difficultés qu'elles ont dû arrêter leurs activités – et permettre aussi de développer encore les secteurs d'activités des ETA.

Dans ce cadre, l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées a initié des contacts entre les pôles de compétitivité et l'EWETA – Entente Wallonne des Entreprises de Travail Adapté. Après avoir conjointement sollicité une rencontre avec le Collège des *clusters*, l'EWETA et l'AWIPH ont été invitées à participer à une de leur réunion en juin 2012.

Le but premier était de présenter le secteur des entreprises de travail adapté inconnu par les membres du collège.

À l'issue de cette présentation, il a été convenu que des contacts plus concrets pouvaient avoir lieu directement entre les ETA et les Pôles de compétitivité. Ainsi, les ETA ont été invitées à participer à une réunion de *Greenwin* sur les écoquartiers en date du 15 mai dernier.

Pour ma part, afin de promouvoir le secteur des entreprises de travail adapté, de rechercher de nouveaux créneaux d'activités et de nouveaux marchés, j'ai décidé d'accorder une subvention à l'Entente wallonne des entreprises de travail adapté, via une convention pluriannuelle de trois ans, pour lui permettre d'engager un travailleur et créer ainsi une nouvelle fonction.

Outre la promotion du secteur et la recherche de nouveaux marchés, ce travailleur sera chargé des relations avec l'ensemble des entreprises de travail adapté dans la perspective de favoriser notamment la coopération et les regroupements d'entreprises de travail adapté dans la perspective de créer des synergies, la coopération et, pourquoi pas, le regroupement d'ETA.

En effet, de plus en plus de donneurs d'ordres sont, aujourd'hui, à la recherche de prestataires leur proposant des prestations très diversifiées. À titre d'exemple, dans la sphère des services, la proposition d'un prestataire unique pour un pack de prestations est de plus en plus appréciée et recherchée, considérant que cela limite les démarches administratives. On le comprend facilement quand on est à la tête et au système de gestion.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique menée en faveur des aînés, d'une part, et en faveur des personnes atteintes d'un handicap, d'autre part, j'ai souhaité développer une plate-forme appelée « Bien Vivre Chez Soi ». Partant du constat qu'il est difficile aux personnes de trouver un prestataire/entrepreneur pour réaliser des travaux mineurs d'adaptation de leur domicile – tout le monde n'est pas intéressé par les petits chantiers –, j'ai souhaité soutenir un projet pilote innovant porté par une entreprise de travail adapté qui développerait ce nouveau créneau d'activité.

Ce projet présente le double avantage d'associer deux politiques d'action sociale et de santé : favoriser le maintien à domicile de personnes âgées et de personnes handicapées via la réalisation de travaux d'adaptation de leur domicile et développer l'emploi de personnes handicapées en entreprise de travail adapté.

Il s'agit donc de rendre possible, au départ d'une entreprise de travail adapté, la fourniture de travaux d'aménagement limités – pas toute la maison – et de les voir rapidement exécutés. C'est ce que les personnes souhaitent une fois la visite du conseiller effectuée, il est évident qu'elle souhaite rapidement l'aménagement de leur domicile afin d'améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être.

Ce projet est porté par l'entreprise de travail adapté Eugène Deneyer à Strepny-Bracquengnies, que vous connaissez peut-être. Ce projet sera financé par mon département au minimum les deux premières années du projet pour impulser le mouvement et financer deux emplois ainsi qu'une partie des frais de fonctionnement. Espérons que cette entreprise permettra aussi de montrer combien peu être innovant, enclencher des synergies en matière d'action sociale et de santé et de rapprocher aussi les politiques en termes de personnes âgées ou handicapées.

M. le Président. - La parole est à Mme Barzin.

Mme Barzin (MR). - Je remercie Mme la Ministre pour sa réponse très complète.

Il est important de pouvoir diversifier les activités des ETA pour leur permettre, effectivement, de pérenniser leurs activités ou, tout simplement, pour leur permettre pour celles qui fonctionnent bien et qui n'ont pas trop de difficultés financières de se développer davantage.

Je prends note de la subvention que vous avez décidé d'octroyer pour permettre à un travailleur aussi d'informer davantage sur le travail réalisé par les ETA. Je pense que c'est souvent mal connu dans le public et je vois aussi, avec attention, le projet pilote que vous avez lancé par rapport à cela.

Je pense, effectivement, qu'avoir un lien entre le secteur des ETA et aussi d'aider les personnes qui sont encore à domicile et qui souhaitent le rester, c'est bien aussi de favoriser les synergies, de développer le secteur en étant attentif aussi par rapport à d'autres qui exercent ce type d'activités. Il est vraiment important d'avoir une action par rapport à ces entreprises de travail adapté qui permettent de donner du travail à des personnes qui en ont vraiment besoin. Toutes les initiatives à prendre dans ce secteur sont bonnes.

**QUESTION ORALE DE MME GAHOUCI À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LE SUIVI DE L'ÉTUDE
« SANTÉ » RELATIVE À CHARLEROI EST »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Gahouchi à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le suivi de l'étude « santé » relative à Charleroi Est ».

La parole est à Mme Gahouchi pour poser sa question.

Mme Gahouchi (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, le 26 mars dernier, vous annonciez une série de résultats du groupe de travail Environnement-Santé et de la campagne d'analyse effectuée sur la qualité de l'air pour les communes de Farciennes, Aiseau-Presles, Châtelet et Fleurus, toutes situées à l'est de Charleroi. Il s'agissait des résultats pour l'année 2012.

Si les niveaux de pollution semblaient normaux d'une manière générale pour un environnement industriel urbain, il semble que trois stations ne respectaient pas le nombre autorisé de dépassements de valeur limitée journalière en termes de pollution par les particules fines. Cette pollution trouve principalement son origine dans les émissions industrielles diffuses auxquelles s'ajoutent les émissions dues au trafic urbain et au chauffage résidentiel. C'est le cas pour le sud de Farciennes exposé au vent venant de l'usine sidérurgique Aperam.

Vous annonciez, à ce titre, que l'agence wallonne de l'air et du climat, ainsi que les communes concernées allaient proposer aux 35 entreprises de la région un plan de réduction des émissions diffuses avec, notamment, des mesures telles que la brumisation, l'aspersion ou le bâchage. Ce type d'actions avait, par exemple, permis de faire chuter le nombre de dépassements de la valeur limite journalière de 150 en 2008 à 29 aujourd'hui pour Marchiennes au Pont à Charleroi.

En matière de santé, le groupe de travail Environnement-Santé précisait qu'il convenait d'agir non seulement sur l'amélioration de la qualité de l'air, mais également sur l'adoption, via une information adéquate, de meilleurs comportements santé. Ceci ne peut évidemment se faire qu'en prenant en compte le contexte de vie des habitants.

À cet égard, il est clair que le pouvoir communal, de par sa proximité, est sans doute une position stratégique pour favoriser l'adoption de meilleurs comportements santé, notamment en améliorant le cadre de vie.

Madame la Ministre, s'agissant évidemment d'un processus de longue haleine, pouvez-vous nous exposer quelles sont les premières initiatives que vous avez déjà pu susciter avec les autorités communales concernées pour assurer un suivi adéquat afin de remédier au constat posé ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Un groupe de travail Environnement-Santé a été créé à la demande des bourgmestres des communes de Charleroi-Est – Farciennes, Fleurus, Aiseau-Presles et Châtelet. Dans ce cadre, une campagne d'évaluation de la qualité de l'air ambiant a été réalisée sur la période du 4 janvier au 20 juin 2012.

L'analyse des résultats de l'étude révèle un problème, effectivement, de pollution par les particules fines dans la zone qui a été étudiée. Cette pollution trouve son origine dans les émissions industrielles diffuses, auxquelles viennent s'ajouter les émissions dues au trafic urbain et les émissions dues au chauffage résidentiel, bien sûr, en hiver. Différentes initiatives ont déjà été planifiées en fonction de ces trois différentes sources identifiées.

Concernant les émissions de particules fines d'origine industrielle, après visites sur le terrain et examen des permis d'environnement, 35 entreprises ont été sélectionnées. Les quatre communes inviteront ces industriels et les citoyens à une séance d'information présentée par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat pour expliquer la démarche d'élaboration d'un Plan de réductions des émissions diffuses de particules. Dans ce plan, l'exploitant identifie les installations, identifie les

opérations susceptibles d'émettre des particules et poussières dans l'air de manière diffuse sur l'entièreté du site d'exploitation. Une liste accompagnée d'un plan de localisation de ces installations et opérations est établie et régulièrement actualisée. Tous les points d'émission diffuse de particules et de poussières, accompagnés de leurs moyens d'abattement, seront indiqués sur le plan.

Pour le secteur résidentiel, sur la base des résultats obtenus durant les enquêtes de terrain et dans le but d'améliorer la qualité de l'air, des mesures très concrètes sont proposées, notamment en vue de favoriser, grâce aux mesures d'accompagnement, le remplacement des installations anciennes et polluantes par de nouvelles qui, évidemment, se révéleront plus performantes sur le plan environnemental ou qui utilise tout simplement des combustibles moins polluants.

Concernant les émissions de particules par le trafic routier, le renforcement des normes européennes constitue un axe important, dans le cadre du renouvellement progressif de la flotte des véhicules. En Belgique, l'État fédéral agit aussi sur la qualité des carburants qui sont mis sur le marché.

Il faut cependant noter que la plupart des pathologies habituellement associées à ce type de pollution sont multifactorielles. Les facteurs de risque peuvent être liés au style de vie – on pense à la consommation d'alcool et de tabac – des facteurs génétiques, de la question de l'alimentation, ainsi que des facteurs liés aux soins de santé. Il convient dès lors d'agir aussi sur les facteurs de risques liés aux comportements de santé.

Dans ce contexte de la promotion de la santé, une première réunion « Plateforme Environnement-Santé » a eu lieu le 17 mai 2013. Cette réunion rassemblait un des mes collaborateurs, la Direction de la Santé environnementale et la Cellule permanente Environnement-Santé du SPW, l'Observatoire de la Santé du Hainaut, l'échevine de la Santé et de l'Environnement de la Commune de Farciennes et les Plans de cohésion sociale des quatre communes.

Lors de cette réunion, les actions à mettre en place dans le cadre des activités des Plans de cohésion sociale ont été présentées. Dans un premier temps, l'Observatoire de la Santé du Hainaut proposera un canevas de questionnaire à l'attention des médecins ressources des quatre communes. Une communication vers la population sera, ensuite, organisée qui permettra de concerner la question des particules fines et leur impact sur la santé et la qualité de l'habitat en lien également avec la santé. C'est une évidence.

Les quatre communes déposeront dans le cadre du prochain appel « Plan de cohésion sociale » un projet collectif en matière d'environnement-santé. Vous voyez que cela en vaut la peine parce que l'on crée aussi des synergies. Dans ce contexte, j'ai chargé Espace-environnement, qui vient me solliciter pour des

subventions, d'accompagner aussi les travaux. C'est l'occasion de mettre leur expertise à contribution et surtout d'accompagner les initiatives qui sont prises déjà par les quatre communes. Ce sera également le cas pour Espace Citoyen de Dampremy, du CPAS de Charleroi qui assistera à ces réunions afin de concrétiser un partage d'expérience sur l'ensemble de la thématique.

Vous voyez qu'au départ de constats, des solutions concrètes sont mises en oeuvre et il faut agir aussi au-delà des constats directs sur des causes peut être plus indirectes, mais que nous ne devons pas pour autant négliger parce qu'elles ont leur impact.

M. le Président. - La parole est à Mme Gahouchi.

Mme Gahouchi (PS). - Merci beaucoup Madame la Ministre pour ces éléments qui, évidemment, peuvent nous rassurer pour l'avenir de ces communes, mais je vois aussi qu'il y a vraiment une belle dynamique qui a été enclenchée entre vos départements et les communes concernées.

Si vous le permettez, je vous dirai que cela ne m'étonne pas, étant donné la qualité de mes collègues M. Bayet et Mme Trotta qui sont, et dans le plan et de cohésion sociale et sur la commune de Farciennes et qui travaillent pour un mieux-être des habitants dans leur commune respective.

**QUESTION ORALE DE MME ZRIHEN À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LA PRÉSENCE ACCRUE DE
LA BACTÉRIE LÉGIONELLA DANS LES
ÉTABLISSEMENTS DE SOINS »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Zrihen à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la présence accrue de la bactérie légionella dans les établissements de soins ».

La parole est à Mme Zrihen pour poser sa question.

Mme Zrihen (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, la légionella est un organisme aquatique, très répandu dans l'environnement, qui colonise les réseaux d'eau, notamment les réseaux d'eau chaude sanitaire, les installations de climatisation, ainsi que les tours aéroréfrigérantes. Ces bactéries sont responsables d'une maladie respiratoire : la légionellose.

La croissance et la multiplicité de cet organisme varient en fonction de la température de l'eau. Plus l'eau sera chaude, plus il se multipliera sous effet bactéricide. De plus, il est facilement transmissible.

Les personnes âgées sont les principales touchées, mais parmi les personnes à risques, on y trouve également : les fumeurs, les personnes souffrant d'insuffisance rénale, les diabétiques, les personnes présentant une déficience immunitaire du fait d'une pathologie ou d'un traitement immunodépresseur et les personnes souffrant d'insuffisance respiratoire chronique.

La législation wallonne est incomplète quant aux mesures curatives et préventives. En effet, elle ne porte que sur l'analyse des piscines et tours aérorefrigérantes alors que la législation flamande prévoit un plan de gestion obligatoire pour les établissements de soins.

Ce plan de gestion comprend quatre phases :

- une description technique ;
- une analyse des risques ;
- des mesures de prévention ;
- et la tenue d'un registre.

S'inspirer de la législation flamande permettrait-il d'améliorer le bien-être dans les établissements de soins tant pour les résidents que pour le personnel ? Serait-il possible de compléter notre législation à cet égard ? De plus, les règles seraient beaucoup plus claires sur le suivi demandé aux sociétés en charge de contrôler les eaux, quel que soit l'espace dans lequel elles interviennent. Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Madame la Députée, la légionellose est transmise par l'inhalation de microgouttelettes d'eau chaude en suspension dans l'air contenant *Legionella pneumophila*, une bactérie d'origine hydro-tellurique qui colonise de façon ubiquitaire les eaux douces naturelles, ainsi que de nombreux milieux artificiels.

En prévention primaire, en dehors de l'apparition d'un cas de légionellose ou en dehors d'une analyse d'eau positive pour la légionelle, la maîtrise du niveau de contamination des différentes installations hydriques productrices d'aérosols d'eau chaude est impérative pour éviter des conséquences sanitaires graves, et particulièrement dans les circuits de distribution d'eau chaude sanitaire alimentant les douches ou les autres points d'arrivée d'eau.

L'action sur les systèmes de distribution d'eau chaude se fait à trois niveaux : éviter la stagnation en assurant une bonne circulation de l'eau ; lutter contre l'entartrage et la corrosion ; maintenir l'eau à une température élevée depuis la production jusqu'au plus près des points d'usage. Il est admis que la mise en œuvre de ces actions permet de limiter, voire de supprimer, la nécessité de réaliser des interventions

curatives ponctuelles sur le réseau, tels que des chocs chlorés ou thermiques.

En prévention secondaire, en cas d'apparition d'un cas de légionellose ou d'analyse d'eau positive pour la légionelle, des mesures urgentes doivent être prises. Au niveau sanitaire, il faut s'assurer que le médecin responsable a bien déclaré le patient à l'inspection d'hygiène de la Fédération Wallonie-Bruxelles. En effet, cette pathologie fait partie des maladies à déclaration obligatoire dès confirmation diagnostique au médecin responsable de l'inspection de l'hygiène. Au niveau environnemental, si l'installation est suspectée ou confirmée d'être contaminée par *Legionella pneumophila*, des prélèvements d'eau doivent être effectués, si ce n'est déjà fait, par une société agréée BELAC le plus rapidement possible et suivis des interventions curatives nécessaires sur le réseau d'eau chaude.

L'arrêté du Gouvernement flamand du 9 février 2007 concerne la prévention de la maladie du légionnaire dans des espaces accessibles au public. Actuellement, aucun élément ne permet d'affirmer la présence accrue de la bactérie *legionella* dans les établissements de soins.

Suite à ma demande fin 2011, les actions susceptibles d'être entreprises en matière de légionelles d'ordre similaire à celles prises en Flandre, mais adaptables au contexte wallon sont discutées en groupes de travail. Ces groupes ont été initiés par la Cellule permanente Environnement-Santé dans la perspective d'un plan global transversal qui devrait être prochainement proposé au Gouvernement wallon. Les participants proviennent, entre autres, du Service public de Wallonie – environnement, santé, logement –, mais également de la Fédération Wallonie-Bruxelles – inspection d'hygiène, le Comité scientifique et technique de la construction, les services d'analyse des milieux intérieurs que vous connaissez bien et qui font partie des provinces.

Les résultats de ces groupes de travail sont attendus vers la fin de cette année. Ceux-ci devront être présentés conjointement au Gouvernement wallon avec mon collègue de l'environnement.

M. le Président. - La parole est à Mme Zrihen.

Mme Zrihen (PS). - Merci beaucoup, Madame la Ministre.

Je vois donc que vous vous êtes largement saisie du problème et que vous vous en préoccupez et surtout de voir que la coordination va pouvoir se faire entre toutes les entités, et enfin que la plate-forme est en route.

Nous serons attentifs à cela à l'approche de Noël. Je vous remercie.

**QUESTION ORALE DE M. DODRIMONT À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « L'AVENIR DES PROJETS
PSSP (PLANS STRATÉGIQUES DE SÉCURITÉ
ET DE PRÉVENTION) »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dodrimont à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'avenir des projets PSSP (Plans stratégiques de sécurité et de prévention) ».

La parole est à M. Dodrimont pour poser sa question.

M. Dodrimont (MR). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, je vais plutôt aborder le plan stratégique de sécurité et de prévention dont je vais parler. C'est cela que je voulais aborder dans ma question.

Par cette question, je relaie l'inquiétude des services actifs en assuétudes. Cette inquiétude est bien établie auprès de la Fédération wallonne des institutions pour toxicomanes qui regroupe de nombreux services actifs en assuétudes – ils font état de 47 services – tant dans le domaine de la prévention, de l'accompagnement et du traitement que dans celui de la réduction des risques.

Les sources de financement de ces services sont multiples – Fédéral, Wallonie, Fédération Wallonie-Bruxelles, et caetera. Ils sont inquiets, car il est fait état que ce qui est géré, aujourd'hui, par le Fédéral serait transféré à la région, avec le transfert des compétences santé en cours, ou à venir. Je relaie cette inquiétude manifestée par la Fédération dont question.

Celle-ci indique clairement que la Wallonie annonce son incapacité budgétaire à prendre en charge les budgets PSSP, relevant de la thématique « drogues ».

Cette inquiétude est-elle fondée, Madame la Ministre ? Pourrons-nous continuer de fonctionner avec ces plans stratégiques importants pour la sécurité et la prévention ? C'est une réelle source d'inquiétude qui m'amène à poser cette question, car, dans ma commune comme dans beaucoup d'autres, une collaboration très pointue existe entre ce service et cette coordination via le plan stratégique pour lequel il y a du personnel, un lien avec les zones de police où là aussi, dans des rôles différents, on peut travailler pour les mêmes préoccupations.

Si à un moment donné, on devait voir toutes formes de subventionnements pour la thématique drogues être enlevées des aides apportées à ces plans, je pense que nous aurions de graves conséquences sur cette problématique que nous voulons, toutes et tous, enrayer au maximum.

Madame la Ministre, je voudrais savoir si, dans le cadre de ce transfert de compétences, il y aura encore des possibilités de prendre en charge les budgets liés à cette thématique.

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Député, l'État fédéral et en particulier le service public fédéral de l'intérieur, octroie des subsides aux communes pour exécuter en effet les PSSP, c'est-à-dire les plans stratégiques de sécurité et de prévention.

Pour exécuter ces plans, une convention est signée entre le ministre de l'intérieur et la commune. Parmi les points d'attention, on retrouve notamment la lutte contre la toxicomanie.

En date du 26 avril de cette année, le Conseil des ministres a prolongé l'ensemble des PSSP jusqu'au 31 décembre 2013. À ce stade, nous ne connaissons ni les projets qui ne seraient pas prolongés, ni le contexte budgétaire de la décision. Au-delà, aucune position claire n'a encore été officialisée par le ministère de l'Intérieur sur le devenir des PSSP. Ce dossier est discuté et suivi rigoureusement à la Cellule Générale de Politiques drogues. La cellule a d'ailleurs demandé des précisions au cabinet de la ministre de l'intérieur dont nous attendons encore réponse aujourd'hui.

Je suis relativement confiante en ce qui concerne la Wallonie parce que, finalement, peu de projets devraient se trouver menacés. Il faut s'en féliciter doublement, car d'une part, cela témoigne de la réactivité des communes wallonnes et de leur adaptabilité, en tout cas de leur capacité à s'adapter et budgétairement bien sûr, le contexte actuel ne permettrait pas de faire des promesses inconsidérées au secteur.

Il n'en demeure pas moins que je reste attentive à l'évolution de ce dossier, en dialogue avec les autorités impliquées, et notamment aussi avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui, elle, est concernée par tous les accès préventifs qui sont extrêmement importants dans le cadre de ses politiques. Je vous remercie.

M. le Président. - La parole est à M. Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Je suis quelque peu rassuré par Mme la Ministre et je la remercie pour sa réponse. Je reste quand même malgré tout un peu inquiet sur les moyens qui seront consacrés à cette problématique. On ne peut pas tenir de promesses inconsidérées, vous l'avez dit et je le conçois bien, mais je rappelle simplement que 45 communes wallonnes sont concernées par ces PSSP et il est certain que leur situation n'est pas non plus de nature à pouvoir faire d'autres promesses qu'ils pourraient peut-être encore

plus difficilement tenir par rapport à celles que la Wallonie ferait dans cette matière.

Il n'empêche que si l'on devait ne plus investir dans cette problématique ou, en tous les cas, investir moins que ce qu'on fait actuellement, ce serait évidemment avec des conséquences non négligeables pour la gestion d'une telle thématique. J'espère que l'attention sera de mise lorsque les dossiers seront sur votre table, Madame la Ministre.

**QUESTION ORALE DE M. DODRIMONT À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « L'ASBL « ARTICLE 27 » »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dodrimont à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'ASBL « Article 27 » ».

La parole est à M. Dodrimont pour poser sa question.

M. Dodrimont (MR). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, l'ASBL « Article 27 » a vu le jour à Bruxelles en 1999. Partant du constat que la population est éloignée de l'activité culturelle pour des raisons économiques, psychologiques ou sociologiques, l'objectif de cette ASBL est de tenter de réconcilier ce public cible avec la culture. Depuis lors, différentes cellules ont été créées en Wallonie.

Cette initiative se réfère directement à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et son article 27 où l'on trouve évidemment la raison de son appellation : « Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. »

On peut évidemment difficilement contrarier cet article et cette déclaration qui doit évidemment toutes et tous nous interpeller.

Plusieurs actions sont menées dans ce cadre. Premièrement, une intervention financière est octroyée pour réduire le prix des places aux manifestations culturelles. On voit donc des entrées proposées à prix très réduit, ce qui favorise évidemment l'accès à des activités culturelles. Je pense que les CPAS sont généralement très attentifs à cette possibilité offerte aux personnes qui se manifestent auprès d'eux.

Ensuite, l'ASBL a développé un réseau de partenaires sociaux pour entrer en contact avec leur public cible et un réseau de partenaires culturels pour proposer un maximum de manifestations, générées par l'ASBL elle-même et son réseau de partenaires.

Madame la Ministre, parce que c'est monnaie courante aujourd'hui, chaque fois qu'on pose une question, il y a évidemment un peu d'inquiétude derrière, j'aimerais savoir si des aides sont apportées à cette ASBL ? Comment s'articulent-elles ? Ces aides pourront-elles être maintenues à l'avenir de manière à ce que cette belle initiative puisse perdurer ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Député, l'ASBL « Article 27 » bénéficie du soutien de la Wallonie depuis plusieurs années déjà. Elle a pour objet de rendre la culture accessible aux publics les plus fragilisés.

Pour y parvenir, elle diffuse des tickets d'entrée à des manifestations culturelles, à prix réduit. C'est le volet que l'on voit le plus souvent. Mais l'accès à la culture ne peut se limiter à cette seule distribution de tickets, bien évidemment.

Une coopération renforcée avec des acteurs de la culture, comme les centres culturels et des acteurs sociaux s'est vite avérée nécessaire pour aller chercher le public précarisé, qui est généralement fort peu enclin à sortir de chez lui, il faut bien l'avouer. Cette coopération permet aussi aux partenaires de proposer un cheminement citoyen aux bénéficiaires du dispositif.

L'ASBL est présente non seulement à Bruxelles, mais aussi en Wallonie ; elle est organisée en cellules régionales qui se veulent l'interface locale entre le social et le culturel.

Bien qu'étant financée par la Fédération Wallonie-Bruxelles, au titre de l'Éducation permanente et de la Culture, l'ASBL bénéficie d'un soutien important de la région.

Ainsi, ce sont des points APE qui sont octroyés à l'ASBL « Article 27 » pour lui permettre de renforcer son travail de réseau et d'appui aux intervenants sociaux.

Pour ce qui concerne mon département, j'ai signé une convention pluriannuelle avec l'ASBL « Article 27 », couvrant les années 2012 à 2014. Grâce à cette convention, l'ASBL s'engage à renforcer son travail de réseau avec les opérateurs sociaux. C'est évidemment le volet qui m'intéresse le plus.

Dans ce cadre, elle bénéficie d'une subvention de 85 732 euros en 2013. Pour suivre ce projet, un comité d'accompagnement est organisé régulièrement, qui réunit des représentants de l'ASBL, de l'Administration wallonne et de mon cabinet.

M. le Président. - La parole est à M. Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Je remercie Mme la Ministre pour sa réponse. Ce que je peux en déduire, si les 85 732 euros en 2013 font partie de la convention pluriannuelle, c'est que cette aide peut être considérée comme acquise dans le même ordre en 2014.

Je remercie dès lors deux fois Mme la Ministre.

**QUESTION ORALE DE MME TROTTA À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LE SURENDETTEMENT »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Trotta à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le surendettement ».

La parole est à Mme Trotta pour poser sa question.

Mme Trotta (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, le portail wallon du surendettement, et plus précisément le volet destiné aux particuliers, est en ligne depuis plus d'un an. Il est beaucoup visité puisque fin mai dernier, on dénombrait plus de 45 000 visiteurs et 55 000 visites. Vingt-trois pourcents des visites sont réalisées par des personnes situées dans la Province du Hainaut, et 19 % dans la Province de Liège, qui sont les provinces wallonnes les plus concernées par le surendettement.

Lutter contre ce phénomène est un enjeu qui résonne de manière toute particulière en ces temps de crise, qui rend le combat d'autant plus difficile. On peut néanmoins se réjouir que la Wallonie soit l'entité fédérée qui lui consacre le plus de moyens.

Concernant le portail du surendettement, un volet professionnel est en cours de préparation depuis quelques mois, et vous avez annoncé la mise en ligne prochaine d'une version mobile. Pouvez-vous nous dire, Madame la Ministre, où en est aujourd'hui le volet professionnel ? Comment fonctionnera-t-il ? Quels seront ses objectifs ? Quant à la version mobile, à qui s'adressera-t-elle et quand devrait-elle être disponible ?

En matière de prévention du surendettement, vous savez que je défends depuis un certain temps l'idée qu'il faut, dès l'école, une certaine sensibilisation à la gestion d'un budget et aux risques des crédits faciles, parce que gérer son argent, cela s'apprend.

À votre initiative, une concertation a été instaurée avec la ministre de l'enseignement obligatoire, pour réfléchir à l'instauration, dans les écoles, d'une sensibilisation des jeunes en la matière. L'objectif, vous me l'avez indiqué il y a un peu plus d'un an, était de créer un référentiel de compétences à partir des outils existants, afin d'intégrer la prévention et l'éducation financière dans le programme des cours.

Vous m'aviez indiqué, Madame la Ministre, que les acteurs wallons du surendettement, l'Autorité des services et marchés financiers et l'inspection seraient associés à la démarche.

Aujourd'hui, j'aurais voulu savoir comment a évolué cette concertation. Y a-t-il du neuf en la matière ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Madame la Députée, le portail surendettement est né le 21 mars 2012. Il a été mis en ligne à cette occasion. Il a pu être présenté au secteur. Cet outil est l'aboutissement d'un des axes de lutte et de prévention contre le surendettement.

Il est le fruit d'une collaboration, entre l'administration, Easiwal l'Observatoire du crédit et les centres de référence. Le portail est une porte d'entrée à toutes les questions relatives au budget et à l'endettement. Il est hébergé sur le site du Service public de la Wallonie, de la DGO5. Il est géré par l'observatoire. Son adresse est www.wallonie.be/surendettement.

Lorsque le portail a été développé, il a directement été envisagé de créer un volet spécifiquement accessible aux particuliers et à moyen terme un volet spécifiquement accessible aux professionnels.

La première version du site s'est concentrée sur la partie accessible aux particuliers. Le public visé, là évidemment, est très large. Le site est une source d'informations pour tous, accessible à tout public et pas uniquement aux personnes surendettées. Il est par ailleurs labellisé « Anysurféur ».

La version poursuit trois objectifs :

- la prévention du surendettement, c'est toute une série de réponses aux questions que l'on peut se poser usuellement sur la gestion budgétaire ;
- d'information pour les personnes engagées dans une procédure, par exemple, de médiation de dettes, où trouver les informations, qui peut aider ;
- le partage d'informations. Il existe toute une série de situations inédites qui peuvent être évidemment expliquées au travers de ce site.

Une série d'outils ont été créés. Ils sont mis à disposition des surfeurs, comme par exemple, un outil budget qui permet d'avoir une vision globale de ses revenus et ses dépenses, avec la qualité de pouvoir mensualiser. C'est vrai qu'il y a des dépenses qui sont annuelles, il y en a qui sont trimestrielles, de permettre déjà de répartir les dépenses sur une base qui soit unique pour permettre d'établir des comparaisons. Cela a l'air

simple comme cela, mais il faut parfois pouvoir l'expliquer.

Le site a connu un vif succès, puisqu'entre le 21 mars 2012, journée de lancement, et le 21 mars de cette année, ce sont 45 795 internautes différents qui se sont rendus sur le portail de la Wallonie dédié au surendettement, pour 55 666 visites. Le nombre de nouveaux visiteurs est en croissance quasi constante, une croissance mensuelle moyenne de plus de 10 %. Il a plus que doublé si on compare le premier et le onzième mois complets, par exemple en février de cette année, c'étaient 7 161 visites, pour le mois d'avril de l'année dernière où on comptabilisait 3 123 visites, c'est-à-dire une augmentation de 233 %. Il est par ailleurs bien référencé sur Google, ce qui est aujourd'hui évidemment important en termes de visibilité.

La partie professionnelle est aujourd'hui en cours de développement. Elle va s'adresser à tous les professionnels qui, dans le cadre de leurs fonctions, peuvent être confrontés à des questions en lien avec le surendettement. La philosophie, c'est-à-dire toute l'arborescence du site, et le fonctionnement resteront les mêmes que pour la partie grand public. Partant des interrogations, le professionnel trouvera réponse en quelques clics. Il disposera de quatre entrées permettant à la fois de rencontrer les besoins des médiateurs débutants et des chevronnés sur :

- les procédures et méthodes ;
- les informations plus approfondies ;
- le cadre institutionnel. Il faut évidemment encore parler du cadre institutionnel ;
- les outils, lexique et liens utiles.

Je souhaite que cette partie puisse être mise en ligne encore rapidement, c'est-à-dire avant la fin de l'année.

En ce qui concerne la version mobile, j'insiste, je pense qu'il faut être aussi dans le vent, dans son temps, le site est d'ores et déjà accessible à partir d'un smartphone ou d'une tablette. L'Observatoire du crédit et de l'endettement développe une version mobile de l'outil budget qui figure sur le site. L'idée est de permettre à chacun de gérer son budget depuis son smartphone ou sa tablette. Cet outil sera aussi en ligne fin de l'année.

J'ai sollicité la ministre de l'enseignement obligatoire pour que des modules d'éducation à la consommation responsable soient aussi inclus dans les programmes de cours. À cet égard, je suis constante, puisque déjà lorsque j'étais députée, lors de la précédente législature, j'avais déjà interpellé par rapport à la nécessité de confier dans les écoles cette sensibilisation à la gestion budgétaire.

Un référentiel de compétences a été construit par les centres de référence et la FSMA, c'est-à-dire l'organisme de contrôle des marchés.

C'est un enjeu majeur pour les jeunes en tant que volet de l'éducation à la citoyenneté active et responsable, qui ressort directement de l'article 6 du décret Missions. Dans ce cadre, la ministre de l'enseignement a organisé une table ronde en janvier dernier, pour rassembler les acteurs de l'enseignement, notamment l'inspection aussi pour remettre un avis sur le référentiel.

Je reste éminemment attentive au suivi de ce dossier. Je veillerai à ce qu'il soit tenu compte des ressources existantes en Wallonie pour mettre en œuvre ce module de la manière la plus efficacement possible et de créer un maximum de synergies, d'éviter que chacun travaille dans son coin.

M. le Président. - La parole est à Mme Trotta.

Mme Trotta (PS). - Je remercie simplement Mme la Ministre d'avoir fait le point sur le dossier.

QUESTION ORALE DE MME SONNET À MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES, SUR « LA CRÉATION D'UN NUMÉRO VERT POUR LES SENIORS »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Sonnet à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la création d'un numéro vert pour les seniors ».

La parole est à Mme Sonnet pour poser sa question.

Mme Sonnet (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, la question du bien-être des seniors a été une de vos préoccupations constantes durant cette législature. J'en veux pour preuve le plan Bien vivre chez soi et ses nombreuses mesures, le concept de résidences services sociales et bien d'autres.

Vous allez un pas plus loin désormais, puisque le 23 mai dernier, vous annonciez la création d'un numéro vert gratuit à destination des aînés. Ce numéro aura, dans un premier temps, une fonction d'accueil et d'écoute des difficultés et questions des appelants. Dans un second temps, l'interlocuteur devra être en mesure d'apporter les informations demandées et des renseignements par rapport aux interrogations des appelants.

La gestion de ce numéro vert a été confiée à InforHomes Wallonie qui deviendra prochainement InforSeniors Wallonie.

Un budget de 238 000 euros a été dégagé à cet effet.

Les missions de ce service seront de guider les appelants vers les services adéquats, de tenir à jour l'ensemble des services relatifs à l'accompagnement des aînés, de développer des collaborations entre les ressources et enfin de contribuer à l'amélioration de la qualité des services proposés.

Madame la Ministre, concrètement, comment ce service va-t-il se mettre en place ? Comment va-t-il alors s'articuler sur la base d'InforHomes Wallonie ? De nouveaux emplois vont-ils être créés ? Enfin, cette ligne s'adresse-t-elle uniquement aux aînés et à leur entourage ou également aux professionnels ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - À ce jour, il n'existe pas, il faut bien le dire, d'accès unique et simple à toutes les informations pertinentes qui permettent à nos aînés de prendre leurs propres décisions, de réaliser en connaissance de cause des choix de vie. Nos seniors et leurs proches sont souvent perdus, ou plus simplement démunis lorsqu'une situation nécessite une modification conséquente de leurs habitudes de vie et qu'il convient de faire des choix qui sont évidemment déterminants pour leur avenir.

De même, le défaut d'information peut induire le repli sur soi ou, tout simplement, priver les aînés des opportunités de participer pleinement et activement à la vie de la société, parce que l'information leur fait défaut.

Il me tenait donc vraiment à cœur de pouvoir mettre sur pied un outil d'information spécifique dédié aux seniors, mais aussi bien sûr à tout leur entourage et dédié aussi aux professionnels. Il s'agit très concrètement d'un numéro vert qui aura pour objectif de permettre à tout aîné, mais également à tout citoyen, à toute administration, à toute institution, d'être d'abord et avant tout écouté et ensuite informé, conseillé, orienté, en ce qui concerne toutes les aides et mesures en faveur des aînés.

La mission reposera sur un recensement et une connaissance approfondie de l'ensemble des opérateurs, services, aides qui sont organisés par la Wallonie, mais également par l'ensemble des acteurs actifs dans ce domaine et les autres niveaux de pouvoir. Nous n'allons pas restreindre évidemment au champ de compétences de la Wallonie.

Concrètement, les missions à remplir sont celles que vous avez déjà citées dans votre question, que je ne vais pas reprendre ici.

Bien qu'il s'agisse d'un nouveau service de première ligne, j'ai souhaité éviter de créer de toutes pièces un nouveau service, mais plutôt m'appuyer sur un service qui existe déjà en me fondant sur sa pleine expertise, mais en lui confiant, par contre, une toute nouvelle

mission. J'ai dès lors proposé cette mission à InforHomes Wallonie. Dans cette perspective, il va être proposé à l'ASBL de changer de nom pour mieux refléter l'évolution de ses missions, en prenant dorénavant le nom de Infoseniors Wallonie.

Cette nouvelle mission impliquera de renforcer l'équipe actuelle, vous l'imaginez bien, d'au moins quatre équivalents temps plein, de mettre à sa disposition du matériel et de l'équipement, d'assurer sa coordination ainsi que la formation continuée du personnel.

M. le Président. - La parole est à Mme Sonnet.

Mme Sonnet (PS). - Je vous remercie pour votre réponse. C'est une très belle initiative qui permettra de faciliter bien des choses, tant pour les personnes concernées, les personnes âgées, leur entourage, que les professionnels.

(M. Tiberghien, Vice-Président, reprend place au fauteuil présidentiel)

QUESTION ORALE DE M. ONKELINX À MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES, SUR « LA SITUATION DU VILLAGE REINE FABIOLA »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Onkelinx à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la situation du Village Reine Fabiola ».

La parole est à M. Onkelinx pour poser sa question.

M. Onkelinx (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, tout comme moi, vous avez assisté sans doute avec une lourde appréhension aux derniers événements qui ont secoué le Village Reine Fabiola. Cela nous choque tous.

L'Inspection spéciale des impôts réclame pas moins de 12 millions d'euros d'impôts non payés, sur des fonds détournés avant 1997 et une amende majorée en surplus. Comme si ce n'était pas suffisant, on leur met une amende en plus.

Il n'est pas question pour moi de m'immiscer dans les procédures fiscales en cours. Il semble toutefois clair que le village, d'après ce qui se dit, ne pourrait s'acquitter d'une telle amende et connaîtrait sans doute dans ce cas une fin d'activités.

Une telle issue serait toutefois catastrophique humainement et socialement pour le secteur lorsqu'on sait que le village héberge 250 personnes handicapées, encadre la mise à l'emploi et la réinsertion professionnelle de 600 d'entre eux et emploie plus de

200 travailleurs. Il s'agit d'une entreprise avec beaucoup de travailleurs.

Vous n'avez de cesse de multiplier les initiatives pour élargir le nombre de places d'accueil et améliorer leur qualité. Nous n'aurions vraiment pas besoin d'une telle catastrophe. Avez-vous déjà envisagé un scénario de ce type ? Comment pourrions-nous y répondre avec nos structures actuelles ? Avons-nous des pistes alternatives ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Monsieur le Député, la presse a publié, le 28 mai dernier, des informations relatives à une somme de 18 millions d'euros réclamée par l'administration fiscale au Village n°1 Reine Fabiola, pour les exercices comptables 1988 à 1997.

En réalité, l'imposition est réclamée à l'ASBL Capsa, qui est en liquidation depuis le 21 mai 1997.

Cette association détient la majorité des immeubles du SERESA- Service résidentiel et d'accueil de jour.

Aucune structure juridique du Village n°1 n'est impliquée dans ce litige fiscal.

Cet état de fait est connu depuis longtemps au sein du Village n°1 Reine Fabiola. En effet, les faits remontent à la fin des années 90 et le dernier jugement intervenu à la Cour d'appel de Liège démontre que des personnes physiques ont détourné des fonds et que l'ASBL Capsa n'a pas reçu les montants qui lui étaient destinés.

Des négociations sont en cours avec l'administration fiscale.

Les différentes ASBL du Village ainsi que Capsa ont, en outre, introduit une action en justice pour faire valoir leurs droits. Ces démarches sont lentes et complexes.

Tant que ce litige fiscal n'est pas résolu, la liquidation de l'ASBL Capsa ne peut être clôturée.

L'AWIPH et moi-même resteront attentives à l'évolution de la situation du village n°1.

M. le Président. - La parole est à M. Onkelinx.

M. Onkelinx (PS). - Je suis rassuré sur la poursuite de l'activité du Village n°1 Reine Fabiola. C'est quand même une activité très importante en Région wallonne.

En ce qui concerne la personne qui a détourné les fonds, je trouve cela particulièrement scandaleux, surtout dans un domaine où on a besoin de tous les

moyens nécessaires pour faire tourner l'activité, par des personnes qui sont déjà défavorisées par la vie. Un tout grand merci, Madame la Ministre.

(M. Onkelinx, Président, reprend place au fauteuil présidentiel)

QUESTION ORALE DE M. TANZILLI À MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES, SUR « LE DÉSÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ENTRE LES MAISONS DE REPOS EN WALLONIE ET EN FLANDRE »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Tanzilli à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le déséquilibre budgétaire entre les maisons de repos en Wallonie et en Flandre ».

La parole est à M. Tanzilli pour poser sa question.

M. Tanzilli (cdH). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, on sait que le financement des maisons de repos est actuellement pris en charge par le Fédéral et que les régions gèrent, quant à elles, les agréments pour les ouvertures des lits en maisons de repos.

Le 27 mai dernier, la Fédération des maisons de repos s'est dite inquiète. Selon elle, le sud du pays et ses seniors perdraient pas moins de 18 millions d'euros par an, alors que la Flandre en gagnerait 19 millions.

L'accord fédéral prévoit, en effet, que la Flandre peut ouvrir 73 000 lits et que la Wallonie peut en ouvrir 49 000. Mais, dès cette année, la Flandre dépasserait ce quota, la ministre fédérale de la Santé, Mme Onkelinx, ayant accepté d'assouplir le moratoire en vigueur pour pouvoir faire face au vieillissement de la population du côté du nord du pays.

Cette décision, si elle est en partie compréhensible, pourrait avoir de lourdes conséquences financières pour le sud du pays, si l'on en croit la Fédération des maisons de repos. Si on ne décide pas de prendre des mesures particulières, les établissements wallons et bruxellois paieraient alors une partie de ce dépassement, pourtant exclusivement dû à la Flandre. Selon elle, si des mesures particulières ne sont pas mises en œuvre, c'est sur l'ensemble des établissements du pays que des mesures d'économies linéaires porteront. Elles porteront à la fois sur les maisons de repos en Wallonie et Flandre, alors que le dépassement n'est dû qu'aux nouvelles places dans les maisons de repos flamandes. La Wallonie serait ainsi « perdante ». Ce serait sans compter la sixième réforme de l'État qui est en cours de négociation.

Actuellement, le Fédéral redistribue une manne financière aux régions pour gérer les maisons de repos. À l'avenir, dans ce cadre, le critère territorial pourrait être modifié. On prendrait en compte les personnes de 80 ans et plus, ce qui s'avère un critère bien plus favorable à la Flandre qu'à la Wallonie.

Pour ces diverses raisons, la Fédération des maisons de repos se dit inquiète, car la Wallonie devrait alors compenser ou faire des économies sur ce secteur, lequel est pourtant capital pour l'avenir, tant en création d'emplois qu'en réponse à un besoin social bien réel.

Via la presse, vous vous vouliez rassurante sur ce point en déclarant qu'il fallait attendre un accord final avant de réellement pouvoir faire les comptes. Pourriez-vous aujourd'hui faire le point, au sein de notre commission, sur les positions que vous défendez et que vous invitez l'ensemble des représentants de la Wallonie à défendre dans le cadre des négociations relatives au transfert de compétences ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Monsieur le Député, le budget INAMI des maisons de repos, des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour est aujourd'hui fédéral et ne donne pas d'indications formelles quant à sa répartition entre les régions et communautés du pays.

On peut toutefois constater que la Wallonie compte proportionnellement davantage de lits agréés que la Flandre par rapport à la population concernée: 52,94 % en Flandre, 35,41 % en Wallonie, 11,09 % à Bruxelles et 0,55 % en Communauté germanophone.

Si on recoupe ces chiffres avec des données provenant du SPF Santé publique, la Flandre utiliserait 57,3 % des moyens financiers du secteur, la Wallonie 32,2 %, Bruxelles 10 % et la Communauté germanophone 0,6 %.

En effet, la Flandre compte proportionnellement davantage de lits MRS que la Wallonie, les forfaits moyens en MRS étant sensiblement plus élevés que ceux des maisons de repos.

La prise de position récente de la Fédération des Maisons de repos de Belgique – FEMARBEL – porte sur autre chose. Précisons que cette fédération ne vise que le secteur privé commercial. La précision est importante.

Il faut se rappeler que de 1997 à fin 2012, un moratoire négocié entre l'État fédéral et les entités fédérées limitait l'extension de la capacité globale d'hébergement, mais avait permis la requalification d'un nombre important de lits de maison de repos en lits de

maison de repos et de soins ainsi que l'ouverture de lits de court séjour et de places de centres de soins de jour.

La Flandre a programmé 17 000 lits de maison de repos en plus du moratoire.

Afin de respecter sa trajectoire budgétaire, la ministre fédérale des Affaires sociales a demandé aux entités fédérées de lui communiquer leur programme d'ouverture de nouvelles places et de nouveaux lits en 2013 et en 2014.

Compte tenu des moyens disponibles et d'une répartition équitable entre les régions et communautés, la Wallonie pourra ouvrir, en 2013 et 2014, 1 164 lits de maison de repos, 406 lits de court séjour et requalifier 1 958 lits de maison de repos en maison de repos et de soins.

Au sein de la Conférence interministérielle Santé publique et au sein du groupe de travail ad hoc, j'ai rappelé que les établissements pour personnes âgées de Wallonie ne pouvaient strictement pas être l'objet d'une réduction linéaire des forfaits de soins en raison de la programmation excédentaire de la Communauté flamande.

Enfin, si le Comori a terminé ses travaux en ce qui concerne les transferts de compétences, il est évident qu'il doit encore travailler actuellement et activement sur la question de la loi de financement. Il est dès lors prématuré de tirer aujourd'hui des conclusions quant aux conséquences de cette loi sur le secteur de soins aux personnes âgées. Des moyens financiers transférés seront globalisés et c'est donc au sein même des entités fédérées que des choix seront à déterminer entre les différentes politiques à mener. J'entends bien défendre ardemment les moyens nécessaires à la politique à l'égard de l'accueil et de l'hébergement de nos aînés.

M. le Président. - La parole est à M. Tanzilli.

M. Tanzilli (cdH). - Madame la Ministre, tout d'abord, je vous remercie pour vos nombreuses et précises réponses chiffrées. Autant je vous rejoins sur le passé, sur l'avenir et sur le fait que ce sont les entités fédérées qui devront organiser elles-mêmes un arbitrage au sein des masses. Je ne peux que vous inviter à redoubler de vigilance dans tous les messages que vous pourrez faire passer dans le cadre de la négociation sur la loi spéciale de financement pour ne pas qu'au dernier moment, on vienne intégrer de nouveaux paramètres qui auraient un effet délétère sur les finances de la Wallonie. Nous savons tous très bien que les années qui viennent se seront pas faciles en termes d'arbitrage. Ne nous compliquons pas encore un peu plus la vie en étant un peu trop naïfs ou un peu trop dociles lorsque cette loi spéciale de financement sortira, puisqu'il apparaît inscrit dans les astres qu'elle sortira un jour.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet. Je vous remercie.

**QUESTION ORALE DE MME MEERHAEGHE À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « L'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Meerhaeghe à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'accueil des gens du voyage ».

La parole est à Mme Meerhaeghe pour poser sa question.

Mme Meerhaeghe (Ecolo). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, la période des transhumances pour les gens du voyage a commencé. C'est pour moi l'occasion de refaire le point annuellement sur l'accueil qui leur sera réservé cet été.

Chaque année, nous devons malheureusement constater qu'un grand nombre de communes refusent l'installation des gens du voyage pour quelques semaines sur leur territoire.

Pour l'heure, la presse a déjà fait écho de l'utilisation probable d'un terrain communal à Jambes, le terrain du Masuage. Cette solution serait envisagée de façon temporaire, mais plusieurs familles « sédentaires » sont actuellement installées sur ce terrain et devraient être expulsées. Il y a peut-être lieu de trouver une solution de cohabitation d'autant plus que pour l'été 2014, l'espace d'accueil réservé aux gens du voyage à Namur devrait enfin être opérationnel. Le journal *La Meuse* précise en effet, dans son édition du 6 mai dernier, que le terrain de Lives-sur-Meuse a fait l'objet d'un cahier des charges et que des subsides sont confirmés pour l'aménagement.

Madame la Ministre, quelles sont les raisons de ces délais étant entendu que la Ville de Namur a, depuis plusieurs années, assumé cet accueil en attendant un terrain définitif ? Pourra-t-on voir cet espace prêt à accueillir les gens du voyage en 2014 ?

Autre commune qui a le mérite de prévoir une aire d'accueil : Sambreville. Le même constat doit cependant être fait ; les délais d'aménagement sont bien plus longs que prévu. Le site de la Larronnerie dont on parlait déjà en 2011 n'est toujours pas en état de recevoir les gens du voyage de passage puisqu'aucun travaux n'a apparemment été réalisé jusqu'à ce jour, selon *La Nouvelle Gazette* du 6 mai. Quelles sont les raisons de ces retards ? Quelle est la part subsidiée par la Wallonie sur un budget prévu de 300 000 euros ? Dans quels délais, ce terrain pourra-t-il être aménagé ?

Par ailleurs, nous avons déjà évoqué un accueil plus spécifique, à savoir celui des grands rassemblements qui nécessitent donc de plus vastes terrains. Fin 2011, vous m'aviez indiqué qu'avec le ministre du Logement, vous alliez entamer une démarche afin de répertorier les

terrains publics susceptibles d'accueillir jusqu'à 200 caravanes. Quels sont les résultats de cette démarche ? Ce recensement s'est-il correctement opéré ? Combien de terrains ont-ils ainsi été recensés en 2012, sur quelles localités et ont-ils été utilisés à cette fin ? Des aménagements ont-ils été nécessaires ? Qu'en est-il pour cette année ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Monsieur le Président, Madame la Députée, vous me permettrez de rappeler d'emblée que comme chaque année, j'ai adressé un courrier, avec mon collègue, le ministre des pouvoirs locaux et de la ville, aux communes, CPAS, provinces et zones de police recommandant certaines mesures de bon sens afin que l'accueil des gens du voyage se passe dans de bonnes conditions.

Je rappelle que sept communes ont signé une convention qui les lie au Gouvernement wallon et ont remis un projet leur permettant d'entrer dans l'ensemble du dispositif proposé, qui porte à la fois sur l'organisation du séjour et sur l'aménagement d'un terrain.

Les communes peuvent bénéficier chacune d'une aide à l'engagement d'une personne en charge de l'accueil des gens du voyage sur le territoire communal moyennant l'octroi de huit points APE et d'un subside de fonctionnement de 10 000 euros par an, ainsi que d'une aide à l'acquisition et/ou d'un subside pour équiper un terrain, sur la base de l'acceptation du projet reçu.

Il convient de rappeler que chaque commune est bien entendu libre de remettre le projet qui correspond le mieux à ses besoins. Certaines ont préféré travailler la notion d'accueil des gens du voyage en engageant un agent spécifique qui est l'intermédiaire entre ceux-ci et l'administration communale ; certaines, comme Namur et Sambreville ont non seulement travaillé sur l'accueil, mais ont souhaité faire l'acquisition et/ou l'aménagement d'un terrain spécifique.

À ce jour, en ce qui concerne la Ville de Namur, deux dossiers ont été soumis à l'administration wallonne : l'un pour la partie des abords transmis à la DGO4, l'autre pour la partie bâtiments transmis à la DGO5. L'analyse des dossiers réalisée par l'administration a soulevé quelques questions auxquelles la Ville de Namur doit apporter des réponses.

À cet effet, les administrations concernées - DICS, DGO5, DGO4 - rencontreront ce 12 juin prochain les représentants des autorités et de l'administration de la Ville de Namur pour faire un point complet et le cas échéant, adapter le projet pour rencontrer les exigences de la réglementation en vigueur.

La Ville de Sambreville a, quant à elle, fait appel à un auteur de projet qui travaille sur un projet d'aménagement d'un terrain d'accueil dont la ville a récemment fait l'acquisition. Ce projet doit être examiné par les administrations compétentes - en l'occurrence la DGO4, la DGO5 et la DICS. Les administrations assurent l'accompagnement de ce dossier avec l'appui du Centre de médiation des gens du voyage.

Quant au retard dans le développement du projet, il tiendrait à la négociation avec le propriétaire – Electrabel – et à la nécessité de réaliser une analyse de sol pour confirmer l'absence de pollution du terrain.

Quant à la concertation de la population de la Ville de Sambreville, elle relève évidemment des autorités communales qui, j'en suis certaine, ont traité cette question avec toute l'attention requise.

Enfin, en ce qui concerne l'accueil spécifique des grands rassemblements de plus de 200 caravanes, j'ai estimé qu'il était effectivement important de disposer d'un inventaire des terrains qui pourraient être mis à la disposition des pouvoirs locaux dans le cadre de l'accueil des gens du voyage lors de tels rassemblements.

Aussi, afin d'établir une liste des terrains disponibles pour l'accueil des grands rassemblements, j'ai interrogé par courrier, avec mon collègue, le ministre du logement, l'ensemble des OIP œuvrant dans le secteur du logement pour tenter d'établir la liste des terrains éventuellement disponibles.

La Société wallonne du Logement et plusieurs SLSP ont répondu favorablement.

À la suite de ces réponses et dans le cadre de ses missions, le Centre de médiation des gens du voyage organise la concertation entre les gens du voyage et les sociétés de logement dans l'objectif d'évaluer l'adéquation entre les propositions de terrains, les besoins à satisfaire et les contraintes à prendre en considération.

Cette collaboration a permis de repérer 23 terrains correspondants aux critères définis dans 19 localités différentes, c'est-à-dire que nous en trouvons dans toutes les provinces pour recevoir les grands groupes qui en feraient la demande.

Deux de ces terrains ont été utilisés en 2012 et cinq terrains supplémentaires pourront l'être en 2013.

Les terrains qui ont été sélectionnés le sont en concertation avec les représentants des grands groupes des gens du voyage concernés et ne font pas l'objet de demandes d'aménagement puisque c'est extrêmement court comme durée d'utilisation.

Je ne manquerai pas de vous tenir informés de l'évolution de ce dossier qui, comme vous pouvez le

remarquer, demande l'implication de nombreux acteurs et ne cesse de présenter quelques surprises dans l'aménagement des dossiers. Je vous remercie.

M. le Président. - La parole est à Mme Meerhaeghe.

Mme Meerhaeghe (Ecolo). - Merci, Madame la Ministre, pour ces différentes explications.

Et bien d'emblée, oui, il est vrai, je vous remercie de sensibiliser comme chaque année les communes à l'accueil des gens du voyage via un courrier envoyé en collaboration avec M. le Ministre Furlan. C'est déjà une bonne chose. À force de le répéter, peut-être que certains seront plus ouverts que les années précédentes. Il est vrai que l'on peut évidemment regretter les différents retards qui sont pris pour les communes qui, elles, sont tout à fait accueillantes, dirais-je.

Maintenant, j'ai entendu les différentes raisons évoquées. Je peux peut-être en déduire que cette fois, ces dossiers pourraient bien avancer, plus ou moins rapidement. Vous ne m'avez pas donné de délais, mais j'imagine que vous auriez des difficultés à me les donner aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, au niveau des grands terrains et donc des grands rassemblements, j'ai bien noté les chiffres que vous m'avez transmis, et donc, s'il y a 23 terrains sur 19 localités différentes, je suppose que l'on peut tout à fait répondre à la demande, en l'occurrence, pour ces grands rassemblements, d'autant plus, comme vous me l'avez précisé, qu'il n'y a pas d'aménagement spécifique à opérer.

QUESTION ORALE DE M. TIBERGHIE À MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES, SUR « L'AIDE AU DROIT DE VISITE »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question de M. Tiberghien à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'aide au droit de visite ».

La parole est à M. Tiberghien pour poser sa question.

M. Tiberghien (Ecolo). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, lorsqu'une séparation se passe mal, vous le savez, il arrive régulièrement que les enfants subissent les conséquences des relations conflictuelles entre leurs parents. Quand l'un des deux conjoints se voit confier l'essentiel de la garde, l'autre parent éprouve souvent des difficultés à maintenir un lien avec ses enfants et notamment à exercer correctement son droit de visite.

À Tournai, un centre que je connais bien, le Centre de planning familial Aurore Carlier, a créé, déjà en 1996, l'« Espace Rencontres » qui offre aux familles un

espace neutre, qui peut les aider à rétablir un droit de visite. Il s'agit d'un service transitoire de deux ans maximum et qui, idéalement, doit conduire à l'élaboration de solutions qui peuvent satisfaire l'ensemble des parties concernées.

Cet Espace Rencontres peut intervenir sur base de demandes émises, soit suite à un jugement, sur base d'un accord avec le SAJ, ou encore suite à une décision du SPJ, protection de la jeunesse, ou à la demande du service de médiation pénale. Il prend enfin en compte les demandes spontanées. Il faut néanmoins relever que dans 90 % des cas, les personnes y sont envoyées suite à un jugement du tribunal de la jeunesse.

Les rencontres organisées dans un local aménagé se déroulent sous l'œil attentif d'un membre de l'équipe du centre. Les interventions ne sont pas toujours faciles puisque, dans la plupart des cas, il s'agit d'une aide contrainte puisque je vous disais que dans 90 % des cas, elles font suite à un jugement du Tribunal de la jeunesse.

Madame la Ministre, l'Espace Rencontres à Tournai est, à ma connaissance, la seule initiative de ce type subsidiée, en tout cas en Wallonie picarde. Je souhaite savoir si d'autres institutions offrent le même service ailleurs en Wallonie. Si oui, couvrent-elles l'ensemble des arrondissements de Wallonie puisqu'il me semble qu'elles sont d'une utilité exemplaire ?

De manière générale, selon quels critères géographiques et de population, les différents services sont-ils reconnus ? Enfin, pouvez-vous me dire si vous avez l'intention d'encourager la création de nouveaux services de ce type ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Député, un Espace-Rencontres est agréé dans chaque arrondissement judiciaire de Wallonie, soit douze Espaces-Rencontres en Wallonie.

À l'écoute de ce secteur et soucieuse de favoriser la proximité avec les usagers, j'ai prévu la possibilité d'ouvrir une antenne pour chacun de ces services, chaque fois qu'un arrondissement judiciaire compte plus de 300 000 habitants. Ceci nécessitait une modification du Code de l'Action sociale et de la Santé, modification qui a été votée par le parlement le 7 mars dernier. L'arrêté d'exécution sera présenté au gouvernement en troisième et dernière lecture après les vacances d'été.

Par ailleurs, attentive aux nombreuses zones rurales de notre région, j'ai décidé de soutenir un projet tout à fait novateur, celui de l'Espace Rencontres mobile. Ce

projet, longuement mûri et réfléchi par une association de la Région hutoise, a vu le jour fin 2012.

Concrètement, un véhicule aménagé sillonne les routes de l'Arrondissement de Huy, avec à son bord une équipe psychosociale apte à prendre en charge et à superviser des rencontres entre un adulte et un enfant dont il vit séparé. Ce projet fait l'objet d'un suivi par un comité d'accompagnement pour permettre de l'évaluer et d'éventuellement le dupliquer si besoin en était, pour couvrir aussi les zones rurales.

M. le Président. - La parole est à M. Tiberghien.

M. Tiberghien (Ecolo). - Je vais donc insister auprès de mon assistant pour qu'il lise les derniers comptes-rendus.

Ce qui m'intéressait surtout, c'est que cet élargissement va arriver et j'espère réellement qu'alors, on ne devra plus attendre de nombreux mois, mais que dès la rentrée parlementaire prochaine, on pourra bénéficier de cet élargissement des centres au profit des arrondissements pour permettre une décentralisation que je pense plus que nécessaire.

Merci pour ces réponses que je connaissais en partie.

**QUESTION ORALE DE M. TIBERGHIE À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « L'AVENIR DE L'ASBL
« ENSEMBLE POUR UNE VIE AUTONOME » »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Tiberghien à Mme la Ministre Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « l'avenir de l'ASBL « Ensemble pour une vie autonome » ».

La parole est à M. Tiberghien pour poser sa question.

M. Tiberghien (Ecolo). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, vous n'ignorez pas comme mes collègues qu'il y a eu ici de nombreux débats, questions et autres interventions relatifs au Budget d'Assistance Personnelle, dit le BAP. Ces débats ont animé notre commission. Le sujet est très sensible. Dommage que M. Dodrion n'est pas parmi nous.

Mon intervention vise à mettre en lumière ce qui, peut-être, nous a semblé nous échapper ici, c'est-à-dire les personnes elles-mêmes, bénéficiant du BAP, et finalement, on a peu parlé de ces personnes.

C'est pourquoi j'ai rencontré récemment l'ASBL « Ensemble pour une vie autonome », une association créée et dirigée par, et pour des personnes handicapées, bénéficiaires ou candidates au BAP, et qui offre une

réponse tout à fait intéressante à cette préoccupation. « Ensemble pour une vie autonome » entend être une association de citoyens et réclame se faire pleinement entendre à ce titre.

Il me revient, par leurs voix, je ne vous cache rien, que votre ministère, votre cabinet, a accordé une subvention de fonctionnement à cette ASBL.

Pouvez-vous me confirmer cette donnée et me préciser ce qu'en sont précisément les modalités ? Je souhaiterais notamment savoir si cette subvention est récurrente et si vous envisagez de la pérenniser, ce qui serait intéressant.

Il semble que l'association flamande « Onafhankelijk Leven », en quelque sorte « sœur » de « Ensemble pour une vie autonome », bénéficie d'une reconnaissance officielle. Pouvez-vous m'en dire plus à ce sujet et par rapport à vos intentions par rapport à son pendant francophone ?

Je souhaite savoir de quelle façon les personnes, les citoyennes et les citoyens concernés devrais-je dire, participent à l'élaboration des politiques qui les concernent, car je pense qu'une chose est de la reconnaître et de la subventionner, une autre chose est de les associer aux politiques menées en matière de budget d'assistance personnelle.

Pour être précis, je parle bien de ce qui se discute en amont des prises de décision. Pouvez-vous me décrire le processus décisionnel actuel pour tout ce qui concerne le BAP ? Pensez-vous enfin que certaines améliorations soient possibles pour rendre encore plus efficient le système BAP au profit des personnes handicapées elles-mêmes ? Ce sont elles les premières concernées évidemment.

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Député, l'AWIPH a des contacts réguliers avec Mme Lassoie, qui est la fondatrice de l'association « Ensemble pour une vie autonome » dans le cadre justement des budgets d'assistance personnelle.

Tout prochainement, c'est une convention qui devrait être signée avec l'association pour délimiter le champ de collaboration de l'association et l'AWIPH, et favoriser l'information et la sensibilisation en question sur le budget d'assistance personnelle en Région wallonne.

Je vous précise que la convention ne prévoit pas actuellement une participation active de l'association dans les processus décisionnels relatifs aux budgets d'assistance personnelle. En effet, l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 ne permet pas l'intervention d'un tel service dans le cadre de l'instruction et de la mise en œuvre des dossiers BAP.

Il est essentiel d'impliquer les personnes handicapées bénéficiaires d'un BAP dans les processus liés à cette aide importante qui leur permet de mener à bien leur projet de vie. L'association sera consultée afin de mieux appréhender leur réalité dans la perspective de modifier les procédures ou la réglementation en vigueur.

Outre cette collaboration avec l'ASBL, quatre tables rondes d'échanges entre bénéficiaires BAP sont prévues en 2013. Elles auront pour objectif d'informer les bénéficiaires de l'évolution du processus BAP et d'échanger avec eux sur leur réalité quotidienne.

L'association « Ensemble pour une Vie Autonome » participera activement à ces échanges. Ces consultations s'inscrivent parfaitement dans les objectifs du contrat de gestion 2012-2017 de l'AWIPH qui remet la personne handicapée au centre de son projet de vie.

Dans le cadre de mes budgets facultatifs, j' ai souhaité soutenir cette association en lui octroyant une subvention d'un montant de 40 000 euros afin qu'elle puisse mener à bien ses activités d'information, de sensibilisation, faire partager les expériences et défendre les intérêts des personnes en situation de handicap souhaitant vivre de manière autonome et pouvoir rester le plus longtemps possible à leur domicile.

Le recrutement d'un collaborateur n'a pu être effectué que tout récemment. C'est la raison pour laquelle on ne va pas pouvoir évaluer l'action aujourd'hui.

Il me paraît donc prématuré d'envisager une reconnaissance ou un agrément.

M. le Président. - La parole est à M. Tiberghien.

M. Tiberghien (Ecolo). - Merci. Peut-être cet agrément pourra-t-il encore s'envisager avant la fin de cette législature. Je suis d'accord avec vous, il n'est pas question pour cette ASBL de demander d'intervenir dans les accords qui sont donnés ou pas aux personnes qui bénéficient d'un crédit BAP.

Ce qui est important, c'est de les associer à tout ce qui est concertations. Par exemple, par rapport à l'offre déficiente parfois. J'ai eu des réflexions très intéressantes qui pourraient apporter beaucoup par rapport à la politique à mener sur le BAP avec les personnes concernées. Cette association le fait avec beaucoup de sérieux, je pense d'ailleurs qu'elle est quasiment unique en Wallonie et qu'elle peut apporter énormément pour améliorer le système et les modalités.

**QUESTION ORALE DE MME PÉCRIAUX À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LA PRÉSERVATION DES
PETITES MAISONS DE REPOS »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Pécriaux à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « la préservation des petites maisons de repos ».

La parole est à Mme Pécriaux pour poser sa question.

Mme Pécriaux (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, on le sait et le constat est malheureusement sans appel, alors que le nombre de lits est insuffisant pour accueillir les personnes âgées en Région wallonne, on assiste à un certain nombre de fermetures, contraintes ou volontaires, de maisons de repos de petite taille.

En 15 ans, un tiers des maisons de repos ont fermé leurs portes alors que l'offre de lits augmentait. Cela confirme la tendance vers des structures toujours plus grandes.

Conscient de cette situation et insistant sur, je cite : « La nécessité d'une diversification de l'offre (...) en accordant une attention particulière aux petites maisons de repos » et sur « l'importance du maintien des petites maisons dans les zones rurales », le parlement a adopté il y a maintenant quelques mois une résolution en neuf pistes pour s'attaquer au problème.

Madame la Ministre, où en est-on dans la mise en œuvre concrète de cette résolution ? Quelle est la situation en Wallonie par rapport aux autres régions et communautés du pays ? Les normes d'agrément sont-elles trop contraignantes pour les petits établissements ?

Par ailleurs, avez-vous connaissance d'une difficulté précise que rencontreraient les maisons de repos concernant leur obligation d'accueillir en courts séjours certaines personnes, ce qui semble leur occasionner de grosses difficultés dans la pratique ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Madame la Députée, à l'occasion de la réflexion menée au sein de votre commission, travaux qui ont abouti à la résolution du 18 juillet 2012 relative à la préservation des petites maisons de repos pour personnes âgées en Wallonie, j'avais rassemblé un certain nombre d'informations qui restent d'actualité.

Je relevais qu'au 31 décembre 2011, la Wallonie comptait 667 sites accueillant des lits de maison de

repos, de maison de repos et de soins et de court séjour. Quarante-sept pour cent de ces établissements comptaient moins de 60 lits et 72 % de ces mêmes établissements avaient moins de 90 lits.

Sans définition précise de la notion de « petite maison de repos », vous pouvez constater que la taille moyenne des maisons de repos reste très raisonnable en Wallonie. Au 1er avril 2013, la taille moyenne des maisons de repos en Wallonie est de 73 lits – 63 pour le secteur privé commercial, 83 pour le secteur public, 89 pour le secteur associatif. En comparaison, selon les données de l'INAMI, la taille moyenne des maisons de repos en Flandre est de 90 lits.

La Wallonie a pris des mesures pour limiter à 150 lits maximum la taille des maisons de repos, évitant ainsi l'émergence d'établissements de taille trop importante.

De 2009 à 2011, 48 établissements ont fermé leurs portes en Wallonie :

- 44 fermetures volontaires, essentiellement dans le secteur privé commercial – des fins de gestion ou des personnes qui arrivent à la pension et qui n'ont plus l'âge de poursuivre la gestion d'un établissement ;
- deux fermetures d'urgence ;
- deux fermetures par retrait du titre de fonctionnement.

Ces établissements, situés en zone urbaine ou suburbaine, avaient une capacité variant entre 9 et 80 lits.

Les raisons généralement avancées pour une fermeture volontaire sont :

- la fin de carrière des gestionnaires en personne physique ;
- les exigences de l'INAMI en ce qui concerne le personnel infirmier ;
- la complexité de la gestion, notamment sur la question des ressources humaines ;
- le non-respect des normes en matière de prévention des incendies ;
- le non-respect des normes fédérales en matière de maison de repos et de soins ;
- la non-réponse aux demandes des résidents et de leurs proches en ce qui concerne l'intimité et le confort – chambres individuelles, salle à manger, animation, et cætera.

Contrairement à des affirmations souvent entendues, le décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées et son arrêté d'exécution n'ont pas alourdi les normes d'agrément. La seule modification significative vise le personnel de nuit qui doit compter au moins deux membres du personnel de soins à partir de 60 lits alors que c'était antérieurement 75 lits. Vous voyez que ce n'est pas une mesure révolutionnaire.

Ne pensez-vous pas qu'il s'agit là du minimum permettant d'assurer la sécurité des résidents ? Mettez-vous dans la peau d'une personne qui recherche sécurité, confort, accompagnement. N'est-il pas utile, pour 60 personnes, d'avoir au minimum deux personnes présentes ?

La notion de maison de repos a fortement évolué ces dernières années. Les résidents y entrent de plus en plus tard et avec un niveau de dépendance plus important. De facto, toutes les maisons de repos sont devenues des maisons de soins nécessitant des moyens plus conséquents notamment en personnel infirmier et paramédical. Cette tendance est inéluctable et explique en partie l'évolution du secteur. Le public hébergé aujourd'hui en maisons de repos n'est plus du tout le même que celui qui était hébergé dans les années 1960.

La diversification de l'offre d'aide et de soins est le fondement de la politique de santé que je mène en Wallonie pour répondre au mieux aux besoins des personnes âgées les plus dépendantes.

Plusieurs des pistes contenues dans la résolution du 18 juillet 2012 ont déjà été rencontrées ou sont en cours de finalisation.

Le site Social-Santé de la DGO5 contient un grand nombre d'informations sur les services disponibles en Wallonie. Une cartographie des établissements d'hébergement et d'accueil des aînés, qui était demandée dans la résolution, est disponible sur le site geoportail.wallonie.be. La récente volonté du gouvernement de créer une structure d'information unique via un numéro vert s'inscrit dans la même perspective.

La réforme de l'inspection se poursuit et les procédures à mettre en œuvre en cas de fermeture ont bien été précisées. Nous avons largement parlé de la question des mesures à prendre en cas de fermeture d'urgence.

Une circulaire a été adressée à tous les bourgmestres pour leur rappeler leur rôle en la matière, non seulement dans les moments de crise bien sûr, mais aussi de manière préventive notamment en désignant, pourquoi pas, une personne référente au sein de l'administration communale, ce qui faciliterait évidemment la connaissance des sites d'accueil et d'hébergement des personnes âgées.

Enfin, lorsque j'ai pu programmer plus de 800 nouveaux lits de maisons de repos en 2011 et en 2012, priorité a été donnée aux arrondissements les plus déficitaires pour tenter de couvrir au maximum les besoins au niveau de ces arrondissements.

En conclusion, permettez-moi de rappeler qu'en instaurant, dès 1997, une programmation des lits de maisons de repos et par la suite des centres de soins de jour et des lits de courts séjours, la Wallonie s'est dotée

d'un outil qui permet de réaliser progressivement une bonne répartition des lits et des services sur l'ensemble du territoire.

La répartition entre les secteurs aussi, public, associatif, commercial, garantit le libre choix et assure une régulation des prix demandés aux résidents ce qui est extrêmement important. En termes de prix sollicités, je ferai remarquer aussi que la Wallonie pratique les prix les plus bas par rapport aux autres régions de notre pays. Je pense que c'est important de le signaler.

En limitant la taille des maisons de repos à 150 lits maximum, sauf droits acquis, il y a évidemment des établissements qui au moment du changement de la législation avaient déjà dépassé cette limite, et donc ils peuvent continuer. Évidemment on n'a pas demandé de fermer des lits, là n'était pas le propos. Mais grâce à cette mesure, la Wallonie a évité l'émergence d'établissements de taille trop importante sur le territoire. Ce qui compte, in fine, ce n'est pas tellement le nombre de lits par structure, mais c'est surtout le projet de vie des établissements et la manière dont est structurée l'organisation autour des résidents.

J'ai visité encore, il n'y a pas longtemps, la maison de Marimont où l'organisation est typiquement structurée autour de petites unités de maximum 15 personnes, notamment pour les cantons, pour leur permettre d'avoir une vie comme dans un foyer, comme dans une toute petite communauté et il fait très agréable d'y vivre. C'est tout à fait comparable à une petite maison de repos, mais une maison de repos de 15 lits ne saurait évidemment pas, dans le contexte actuel, survivre à la dure loi de la rentabilité, hélas, de ces établissements.

M. le Président. - La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). - Je tiens à remercier Mme la Ministre pour sa réponse. Je suis heureuse d'entendre comment les normes qui avaient été couchées dans la résolution déposée il y a un an sont rencontrées ou en tout cas sont en cours d'être rencontrées.

Je pense que l'important c'est effectivement de trouver l'équilibre entre les normes, la sécurité et le bien-être des résidents. Vous avez fait référence, Madame la Ministre, à la maison de Marimont qui n'est pas une petite maison de repos, je la connais très bien aussi et c'est vrai que le bien-être des occupants est quelque chose de vital, nécessaire, et nous irons tous par là. Justement, œuvrons et continuons à œuvrer. Je pense que c'est très important, surtout quand vous faisiez notamment référence à ces obligations de personnel de nuit par rapport au nombre de résidents. Ce sont des choses vraiment essentielles pour nos aînés.

**QUESTION ORALE DE M. TANZILLI À
MME TILLIEUX, MINISTRE DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES
CHANCES, SUR « LE FINANCEMENT DES
SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT PAR
L'AWIPH »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Tanzilli à Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, sur « le financement des services d'accompagnement par l'AWIPH ».

La parole est à M. Tanzilli pour poser sa question.

M. Tanzilli (cdH). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, les services d'accompagnement pour personnes handicapées sont interpellés, et je les rejoins en partie dans l'interpellation, à propos de leur subsidiation par l'AWIPH, et l'évolution de cette subsidiation, comparativement aux services d'hébergement. Ces services m'ont fait part de leurs perspectives d'avenir, et je souhaiterais pouvoir les partager avec vous aujourd'hui, Madame la Ministre. Quand le budget 2013 du Département Accueil et Hébergement est de 428 millions d'euros, celui de la Direction Services en Aide en milieu de vie n'est quant à lui que de 33 millions d'euros. Le subventionnement des services d'accompagnement pèse actuellement dans le budget de l'AWIPH 8,6 millions d'euros, c'est-à-dire à peine 2 %.

Les services d'accompagnement agréés et subventionnés par l'agence conseillent, accompagnent et aident les personnes adultes avec un handicap à mener à bien des projets qui leur apporteront une plus grande autonomie. Certains de ces services s'adressent à toutes les personnes quelle que soit leur déficience, d'autres s'adressent aux personnes présentant un certain type de déficience, comme la surdité ou la cécité, tandis que d'autres encore sont plutôt spécialisés dans un certain type d'activités. Dans ce cadre, un plan d'accompagnement avec des objectifs clairs est mis en place avec des évaluations régulières.

L'accompagnement est limité dans le temps ou s'étend sur une période plus longue.

Tout type de demande peut être adressé à un SAC, et celles-ci sont très variées : recherche d'un logement, d'un emploi, guidance budgétaire et guidance administrative, passage d'un permis de conduire, activités de loisirs et relationnelles, et on pourrait encore en citer bien d'autres.

Avec cette tendance générale à mettre en avant l'inclusion, le contrat de gestion 2012-2017 de l'AWIPH vise notamment à offrir aux personnes handicapées les soutiens nécessaires et personnalisés pour continuer à vivre à domicile. Mais pour ce faire, il s'agirait de renforcer significativement les divers

services ambulatoires : aide précoce bien entendu, mais aussi aide à l'intégration et services d'accompagnement.

Lors du débat qui s'est tenu récemment en commission à propos du budget 2013 de l'AWIPH, vous aviez annoncé, avec la Directrice générale de l'Agence, que des moyens budgétaires avaient été dégagés pour renforcer le personnel des services d'aide précoce et, ainsi, accroître le nombre de bénéficiaires de ces services d'environ 300. Une très bonne chose, nous en convenons.

Néanmoins, j'aurais souhaité savoir si, lors du prochain ajustement budgétaire annoncé, un effort serait également fait en faveur des services d'accompagnement ? En effet, pour être cohérent avec l'option prise de développer et augmenter le nombre de bénéficiaires BAP, et de manière plus générale, de développer l'inclusion et le maintien à domicile de la personne handicapée, ne conviendrait-il pas, parallèlement, et de manière urgente, d'investir aussi dans les SAC et de les refinancer, puisqu'ils ont déjà l'expérience de coordination et de réseaux ?

On a vu que plusieurs types de projets ou expériences « pilotes » étaient actuellement développés par l'AWIPH sur la base de budgets complémentaires qui lui avaient été octroyés, en vue d'une « aide pour les personnes en milieu de vie ordinaire ». Ces projets visent notamment des activités de valorisation et d'utilité sociale ou des activités citoyennes, la perspective des logements supervisés. Je me demande si plutôt que de multiplier un certain nombre d'initiatives pilotes, il ne serait pas plus opportun de renforcer l'acquis, en mettant des nouveaux moyens plutôt à disposition des SAC, pour le travail journalier que ceux-ci réalisent déjà en milieu de vie ?

Les demandes étant en croissance constante, les services d'accompagnement fonctionnent actuellement avec des listes d'attente d'un an, me dit-on. Sans un accompagnement adéquat, les personnes handicapées adultes qui souhaitent rester à domicile doivent, seules ou avec leurs familles, activer leurs propres ressources. Or, ce serait nier leur handicap que de les renvoyer à elles-mêmes et de les rendre responsables de leur propre inclusion !

Le subventionnement des services d'accompagnement s'avèrerait encore « forfaitaire, inique, incomplet et partiel ». Ces 41 services en milieu ouvert réclament plus de considération et donc un financement « plus juste », au regard des missions qui sont les leurs.

Face à ces affirmations, que souhaitez-vous leur répondre ? Envisagez-vous, dans un futur proche, et avec l'AWIPH, de mettre plus l'accent sur ces services, de remettre à plat leur mode de financement et de les rendre ainsi plus visibles et surtout mieux armés pour répondre aux défis de demain, mais aux défis également

d'aujourd'hui puisque, je le rappelle, tout cela s'inscrit dans une logique qui est répétée par l'AWIPH qui est la logique de l'inclusion ?

M. le Président. - La parole est à Mme la Ministre Tillieux.

Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances. - Monsieur le Député, comme vous le soulignez, les services d'accompagnement ont un rôle essentiel à jouer pour permettre la participation et l'inclusion des personnes handicapées au sein de notre société.

La diversification de l'offre des services proposée par l'AWIPH, chargée de l'exécution de la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, vise à offrir une réponse adaptée aux besoins et aux aspirations de chacun.

Certaines personnes, en raison de leur handicap et de leur situation, s'orienteront vers un service d'hébergement mais d'autres préféreront une réponse personnalisée leur permettant de demeurer à domicile, de s'intégrer dans leur commune en étant assurées de connaître une bonne qualité de vie.

Permettre aux personnes en situation de handicap d'être réellement acteurs de leur vie, tel est le défi à relever.

La reconnaissance des services d'accompagnement passe par une meilleure connaissance de leur expertise et de leur savoir-faire. L'AWIPH veut encourager notamment une meilleure connaissance réciproque et une meilleure collaboration entre les services d'accompagnement et les agents en contact avec les personnes en situation de handicap. Des journées d'information et de rencontres seront organisées pour mettre en valeur le travail de chacun et conjuguer les efforts au profit des personnes en situation de handicap.

La pérennisation des projets comme le « Logement encadré novateur » constituera également une opportunité de valoriser une des missions des services d'accompagnement. Elle devrait permettre également d'assurer un financement supplémentaire pour les services d'accompagnement, promoteurs des projets.

Il peut en aller de même pour les services d'accompagnement qui participent aux projets mis en œuvre dans le cadre de la transition 16-25 ans.

En outre, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, j'ai pour objectif d'intensifier l'offre de services d'aide en milieux de vie. À l'heure actuelle, 7 500 personnes bénéficient de cet accompagnement. Services jeunes et services adultes confondus, le nombre devrait pouvoir atteindre 9 000 personnes à l'Horizon 2017, c'est-à-dire à l'objectif et à l'échéance du contrat de gestion.

Pour le surplus, je ne manquerai pas de réclamer, vous vous en doutez, encore et toujours des moyens financiers lors des débats relatifs à l'élaboration du budget initial 2014.

(Réaction de M. le Président)

Tous mes collègues sont généralement très attentifs à mes demandes, pas toujours réceptifs mais très attentifs.

L'augmentation cette année encore du budget réservé aux services d'aide précoce ainsi que vous l'avez souligné, je dois bien l'avouer, va encore permettre d'accompagner environ 300 familles supplémentaires. Paris ne s'est pas construit en un jour mais pas à pas, essayons d'améliorer effectivement les conditions de financement de l'ensemble des services dont les services d'accompagnement.

M. le Président. - La parole est à M. Tanzilli.

M. Tanzilli (cdH). - Madame la Ministre, j'entends bien votre réponse, mais je reste convaincu qu'au-delà de la nécessaire chasse à des moyens supplémentaires que vous ne manquerez pas, telle Diane, de reprendre en 2014, je pense qu'il est aussi essentiel que l'AWIPH mette ses actes en adéquation avec son discours et qu'à partir du moment où on veut vraiment miser sur l'inclusion, sans doute l'AWIPH devrait-elle, au-delà des moyens supplémentaires que vous pourriez éventuellement dégager, être particulièrement attentive à ces services d'accompagnement qui se trouvent déjà au bord de la saturation, pour ne pas dire un peu plus loin. Je pense que là, avec des moyens finalement relativement raisonnables, on pourrait fortement augmenter le nombre de personnes prises en charge et diminuer les délais d'attente. Je vous remercie pour vos réponses.

M. le Président. - Ceci clôt nos travaux de ce jour.

La séance est levée.

- La séance est levée à 16 heures 55 minutes.

LISTE DES INTERVENANTS

Mme Anne Barzin, MR
M. Hugues Bayet, PS
Mme Chantal Bertouille, MR
M. Christophe Collignon, PS
M. Mathieu Daele, Ecolo
M. Philippe Dodrimont, MR
Mme Latifa Gahouchi, PS
Mme Isabelle Meerhaeghe, Ecolo
M. Alain Onkelinx, Président
Mme Sophie Pécriaux, PS
Mme Florence Reuter, MR
Mme Malika Sonnet, PS
M. Antoine Tanzilli, cdH
M. Luc Tiberghien, Ecolo
Mme Eliane Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances
Mme Graziana Trotta, PS
Mme Olga Zrihen, PS

ABRÉVIATIONS COURANTES

ANLH	Association nationale pour le logement des personnes handicapées
APE	aides à la promotion de l'emploi
ASBL	Association Sans But Lucratif
AWIPH	Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées
BAP	budget d'assistance personnelle
CESW	Conseil économique et social de Wallonie
CoDT	Code du Développement Territorial
Comori	Comité de mise en oeuvre des réformes institutionnelles
CPAS	centre(s) public(s) d'action sociale
CRIPPEL	Centre Régional pour l'Intégration des Personnes Etrangères ou d'origine étrangère de Liège
CSC	Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique
CV	curriculum vitae
CWATUPE	Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie
DGO4	Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
DGO5	Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
DICS	Direction interdépartementale de la Cohésion sociale
ETA	entreprises de travail adapté
EWETA	Entente Wallonne des Entreprises de Travail Adapté ASBL
FERMABEL	Fédération des maisons de repos privées de Belgique
FFSB	Fédération Francophone des Sourds de Belgique
FGTB	Fédération Générale du Travail de Belgique
FSMA	Autorité des services et marchés financiers
INAMI	Institut national d'assurance maladie-invalidité
IWEPS	Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
PSSP	Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention
SAC	Service d'Accompagnement
SAJ	Service d'Aide à la Jeunesse
SISW	Service d'Interprétation des Sourds de Wallonie
SPJ	Service de Protection Judiciaire
SPW	Service Public de Wallonie
VADA	Villes amies des aînés